Édition de langue française **Législation**

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

- Règlement (CEE) n° 3289/80 de la Commission, du 18 décembre 1980, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle 1
- Règlement (CEE) n° 3290/80 de la Commission, du 18 décembre 1980, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt 3
- Règlement (CEE) n° 3291/80 de la Commission, du 18 décembre 1980, fixant les prélèvements minimaux à l'importation de l'huile d'olive ainsi que les prélèvements à l'importation des autres produits du secteur de l'huile d'olive 5
- Règlement (CEE) n° 3292/80 de la Commission, du 18 décembre 1980, fixant les restitutions applicables à l'exportation pour le malt 8
- ★ Règlement (CEE) n° 3293/80 de la Commission, du 18 décembre 1980, portant vingtième modification du règlement (CEE) n° 2044/75 en ce qui concerne le paiement de la restitution pour le beurre et le « butter oil » 10
- ★ Règlement (CEE) n° 3294/80 de la Commission, du 18 décembre 1980, modifiant le règlement (CEE) n° 2315/76 relatif à la vente de beurre de stock public 11
- ★ Règlement (CEE) n° 3295/80 de la Commission, du 18 décembre 1980, prolongeant à titre transitoire la durée de validité de certains règlements adoptés en application du règlement (CEE) n° 803/68 du Conseil 12
- ★ Règlement (CEE) n° 3296/80 de la Commission, du 17 décembre 1980, modifiant le règlement (CEE) n° 2314/72 relatif à certaines dispositions en matière d'examen de l'aptitude culturale de variétés de vigne à la suite de l'adhésion de la Grèce 13
- ★ Règlement (CEE) n° 3297/80 de la Commission, du 17 décembre 1980, portant neuvième modification du règlement (CEE) n° 1608/76 portant modalités d'application pour la désignation et la présentation des vins et des moûts de raisins à la suite de l'adhésion de la Grèce 15

(Suite au verso.)

★ Règlement (CEE) n° 3298/80 de la Commission, du 18 décembre 1980, portant adaptation à la suite de l'adhésion de la Grèce de certains règlements dans le domaine de la législation douanière	16
★ Règlement (CEE) n° 3299/80 de la Commission, du 18 décembre 1980, modifiant le règlement (CEE) n° 1624/76 en ce qui concerne les conditions de libération de la caution garantissant la dénaturation ou la transformation du lait écrémé en poudre	18
Règlement (CEE) n° 3300/80 de la Commission, du 18 décembre 1980, relatif à la vente à prix fixé forfaitairement à l'avance de viandes bovines congelées destinées à être exportées en Pologne	19
Règlement (CEE) n° 3301/80 de la Commission, du 18 décembre 1980, modifiant le règlement (CEE) n° 1682/80 fixant les taxes compensatoires dans le secteur des semences	24
Règlement (CEE) n° 3302/80 de la Commission, du 18 décembre 1980, fixant le prélèvement à l'exportation pour le sucre blanc et le sucre brut	26
Règlement (CEE) n° 3303/80 de la Commission, du 18 décembre 1980, fixant les restitutions à l'exportation du riz et des brisures	28
Règlement (CEE) n° 3304/80 de la Commission, du 18 décembre 1980, fixant les restitutions applicables à l'exportation des céréales, des farines et des gruaux et semoules de froment ou de seigle	30
★ Règlement (CEE) n° 3305/80 du Conseil, du 17 décembre 1980, prorogeant la durée de validité des licences de pêche pour les navires battant pavillon de l'Espagne	33
★ Règlement (CEE) n° 3306/80 du Conseil, du 18 décembre 1980, instituant un droit anti-« dumping » définitif sur les réveils et pendulettes-réveils mécaniques (autres que les réveils et pendulettes de voyage), originaires de la République démocratique allemande et d'Union soviétique	34

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Commission

80/1163/CEE :

★ Décision de la Commission, du 1 ^{er} décembre 1980, relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », à la république fédérale d'Allemagne des dépenses effectuées pendant l'année 1978 pour les indemnités relatives à l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures	37

80/1164/CEE :

★ Décision de la Commission, du 1 ^{er} décembre 1980, relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », à la république fédérale d'Allemagne des dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les indemnités relatives à l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures	39

80/1165/CEE :

★ Décision de la Commission, du 1 ^{er} décembre 1980, relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », à la république fédérale d'Allemagne des dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les aides en faveur des zones agricoles défavorisées	41

Sommaire (suite)

80/1166/CEE :

- ★ **Décision de la Commission, du 1^{er} décembre 1980, relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), « section orientation », à la république française des dépenses effectuées pendant l'année 1978 pour les aides et primes relatives à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées** 43

80/1167/CEE :

- ★ **Décision de la Commission, du 1^{er} décembre 1980, relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), « section orientation », à l'Irlande des dépenses effectuées pendant l'année 1978 pour les aides et primes relatives à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées** 45

80/1168/CEE :

- ★ **Décision de la Commission, du 1^{er} décembre 1980, relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), « section orientation », à l'Irlande des dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les aides et primes relatives à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées** 47

80/1169/CEE :

- ★ **Décision de la Commission, du 1^{er} décembre 1980, relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), « section orientation », au Royaume-Uni des dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les aides et primes relatives à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées** 49

80/1170/CEE :

- ★ **Décision de la Commission, du 1^{er} décembre 1980, relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), « section orientation », au Royaume-Uni des dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les aides en faveur des zones agricoles défavorisées** . . . 51

80/1171/CEE :

- ★ **Décision de la Commission, du 1^{er} décembre 1980, relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), « section orientation », au Royaume-Uni des dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les indemnités relatives à l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures** 53

80/1172/CEE :

- ★ **Décision de la Commission, du 1^{er} décembre 1980, relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), « section orientation », au Royaume-Uni des dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les aides relatives à l'information socio-économique et à la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture** 54

80/1173/CEE :

- ★ **Décision de la Commission, du 3 décembre 1980, autorisant le royaume des Pays-Bas à fixer des critères supplémentaires concernant la définition du producteur de viande ovine** 55

80/1174/CEE :

Décision de la Commission, du 3 décembre 1980, fixant le montant minimal du prélèvement à l'exportation pour la trente-neuvième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 561/80 56

80/1175/CEE :

- ★ **Décision de la Commission, du 15 décembre 1980, portant clôture de la procédure anti-« dumping » concernant les importations de papier à masquer adhésif par pression, originaires des États-Unis d'Amérique** . . . 57

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CEE) N° 3289/80 DE LA COMMISSION
du 18 décembre 1980

fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1870/80⁽²⁾, et notamment son article 13 paragraphe 5,

vu le règlement n° 129 du Conseil relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de change à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2543/73⁽⁴⁾, et notamment son article 3,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que les prélèvements applicables à l'importation des céréales, des farines de blé et de seigle et des gruaux et semoules de blé ont été fixés par le règlement (CEE) n° 2035/80⁽⁵⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir pour le calcul de ces derniers :

— pour les monnaies qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal au

comptant de 2,25 %, taux de conversion basé sur leur parité effective,

— pour les autres monnaies, un taux de conversion basé sur la moyenne arithmétique des cours de change au comptant de chacune de ces monnaies par rapport aux monnaies de la Communauté visées au tiret précédent,

ces cours de change étant ceux constatés le 17 décembre 1980 ;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 2035/80 aux prix d'offre et aux cours de ce jour, dont la Commission a connaissance, conduit à modifier les prélèvements actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à percevoir à l'importation des produits visés à l'article 1^{er} sous a), b) et c) du règlement (CEE) n° 2727/75 sont fixés à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 19 décembre 1980.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 184 du 17. 7. 1980, p. 1.

⁽³⁾ JO n° 106 du 30. 10. 1962, p. 2553/62.

⁽⁴⁾ JO n° L 263 du 19. 9. 1973, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 200 du 1. 8. 1980, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 18 décembre 1980, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

(en Écus / t)

Numéro du tarif douanier commun	Désignation des marchandises	Prélèvements
10.01 A	Froment (blé) tendre et méteil	41,82
10.01 B	Froment (blé) dur	51,79 ⁽¹⁾ ⁽⁵⁾
10.02	Seigle	27,63 ⁽⁶⁾
10.03	Orge	30,25
10.04	Avoine	8,81
10.05 B	Maïs, autre que maïs hybride destiné à l'ensemencement	56,90 ⁽²⁾ ⁽³⁾
10.07 A	Sarrasin	0
10.07 B	Millet	0 ⁽⁴⁾
10.07 C	Sorgho	41,72 ⁽⁴⁾
10.07 D	Autres céréales	0 ⁽⁵⁾
11.01 A	Farines de froment (blé) ou de méteil	72,33
11.01 B	Farines de seigle	52,49
11.02 A I a)	Gruaux et semoules de froment (blé) dur	93,51
11.02 A I b)	Gruaux et semoules de froment (blé) tendre	77,25

⁽¹⁾ Pour le froment (blé) dur, originaire du Maroc et transporté directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 Écu par tonne.

⁽²⁾ Conformément au règlement (CEE) n° 435/80, les prélèvements ne sont pas appliqués aux produits originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ou des pays et territoires d'outre-mer et importés dans les départements français d'outre-mer.

⁽³⁾ Pour le maïs originaire des ACP ou des PTOM, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est diminué de 1,81 Écu par tonne.

⁽⁴⁾ Pour le millet et le sorgho originaires des ACP ou des PTOM, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est diminué de 50 %.

⁽⁵⁾ Pour le froment (blé) dur et l'alpiste produits en Turquie et directement transportés de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 Écu par tonne.

⁽⁶⁾ Le prélèvement perçu à l'importation de seigle produit en Turquie et directement transporté de ce pays dans la Communauté est défini par les règlements (CEE) n° 1180/77 du Conseil et (CEE) n° 2622/71 de la Commission.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3290/80 DE LA COMMISSION

du 18 décembre 1980

fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1870/80⁽²⁾, et notamment son article 15 paragraphe 6,

vu le règlement n° 129 du Conseil relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de change à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2543/73⁽⁴⁾, et notamment son article 3,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt ont été fixées par le règlement (CEE) n° 2036/80⁽⁵⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir pour le calcul de ces derniers :

— pour les monnaies qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal au comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé sur leur parité effective,

— pour les autres monnaies, un taux de conversion basé sur la moyenne arithmétique des cours de change au comptant de chacune de ces monnaies par rapport aux monnaies de la Communauté visées au tiret précédent,

ces cours de change étant ceux constatés le 17 décembre 1980;

considérant que, en fonction des prix caf et des prix caf d'achat à terme de ce jour, les primes s'ajoutant aux prélèvements actuellement en vigueur doivent être modifiées conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les primes qui s'ajoutent aux prélèvements fixés à l'avance pour les importations de céréales et de malt visées à l'article 15 du règlement (CEE) n° 2727/75 sont fixées conformément à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 19 décembre 1980.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 184 du 17. 7. 1980, p. 1.

⁽³⁾ JO n° 106 du 30. 10. 1962, p. 2553/62.

⁽⁴⁾ JO n° L 263 du 19. 9. 1973, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 200 du 1. 8. 1980, p. 4.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 18 décembre 1980, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

A. Céréales et farines

(en Écus / t)

Numéro du tarif douanier commun	Désignation des marchandises	Courant 12	1 ^{er} term. 1	2 ^e term. 2	3 ^e term. 3
10.01 A	Froment (blé) tendre et méteil	0	0	0	0,50
10.01 B	Froment (blé) dur	0	0	0	0
10.02	Seigle	0	0	0	0
10.03	Orge	0	0	0	0
10.04	Avoine	0	0	0	0
10.05 B	Maïs, autre que maïs hybride destiné à l'ensemencement	0	0	0	0
10.07 A	Sarrasin	0	0	0	0
10.07 B	Millet	0	0	0	0
10.07 C	Sorgho	0	0	0	0
10.07 D	Autres céréales	0	0	0	0
11.01 A	Farines de froment (blé) ou de méteil	0	0	0	0,70

B. Malt

(en Écus / t)

Numéro du tarif douanier commun	Désignation des marchandises	Courant 12	1 ^{er} term. 1	2 ^e term. 2	3 ^e term. 3	4 ^e term. 4
11.07 A I (a)	Malt de froment (blé), non torréfié, présenté sous forme de farine	0	0	0	0,89	0,89
11.07 A I (b)	Malt de froment (blé), non torréfié, présenté autrement que sous forme de farine	0	0	0	0,67	0,67
11.07 A II (a)	Malt autre que de froment (blé), non torréfié, présenté sous forme de farine	0	0	0	0	0
11.07 A II (b)	Malt autre que de froment (blé), non torréfié, présenté autrement que sous forme de farine	0	0	0	0	0
11.07 B	Malt torréfié	0	0	0	0	0

RÈGLEMENT (CEE) N° 3291/80 DE LA COMMISSION

du 18 décembre 1980

fixant les prélèvements minimaux à l'importation de l'huile d'olive ainsi que les prélèvements à l'importation des autres produits du secteur de l'huile d'olive

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1917/80⁽²⁾, et notamment son article 16 paragraphe 2,

vu le règlement (CEE) n° 2749/78 du Conseil, du 23 novembre 1978, relatif aux échanges de matières grasses entre la Communauté et la Grèce⁽³⁾, et notamment son article 5 paragraphe 2,

vu le règlement (CEE) n° 1514/76 du Conseil, du 24 juin 1976, relatif aux importations d'huile d'olive d'Algérie⁽⁴⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2761/78⁽⁵⁾, et notamment son article 5,

vu le règlement (CEE) n° 1521/76 du Conseil, du 24 juin 1976, relatif aux importations d'huile d'olive du Maroc⁽⁶⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2761/78, et notamment son article 5,

vu le règlement (CEE) n° 1508/76 du Conseil, du 24 juin 1976, relatif aux importations d'huile d'olive de Tunisie⁽⁷⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2761/78, et notamment son article 5,

vu le règlement (CEE) n° 1180/77 du Conseil, du 17 mai 1977, relatif à l'importation dans la Communauté de certains produits agricoles originaires de Turquie⁽⁸⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2766/78⁽⁹⁾, et notamment son article 10 paragraphe 2,

vu le règlement (CEE) n° 1620/77 du Conseil, du 18 juillet 1977, relatif aux importations d'huile d'olive du Liban⁽¹⁰⁾,

considérant que, par son règlement (CEE) n° 3131/78 du 28 décembre 1978⁽¹¹⁾, la Commission a décidé le

recours à la procédure d'adjudication pour la fixation des prélèvements pour l'huile d'olive ;

considérant que l'article 3 du règlement (CEE) n° 2751/78, du 23 novembre 1978, arrêtant les règles générales relatives au régime de fixation par voie d'adjudication du prélèvement à l'importation d'huile d'olive⁽¹²⁾, prévoit que le taux du prélèvement minimal doit être fixé pour chacun des produits concernés sur la base d'un examen de la situation des marchés mondial ou hellénique et du marché communautaire, ainsi que des taux de prélèvement indiqués par les soumissionnaires ;

considérant que, lors de la perception du prélèvement, il y a lieu de tenir compte des dispositions figurant dans les accords entre la Communauté et certains pays tiers ; que, notamment, le prélèvement applicable à ces pays doit être fixé en prenant comme base de calcul le prélèvement à percevoir pour les importations des autres pays tiers ;

considérant que l'application des modalités rappelées ci-dessus aux taux de prélèvement présentés par les soumissionnaires le 15 et le 16 décembre 1980 conduit à fixer les prélèvements minimaux comme il est indiqué à l'annexe I du présent règlement ;

considérant que le prélèvement à percevoir à l'importation des olives des sous-positions 07.01 N II et 07.03 A II du tarif douanier commun, ainsi que des produits relevant des sous-positions 15.17 B I et 23.04 A II du tarif douanier commun, doit être calculé à partir du prélèvement minimal applicable à la quantité d'huile d'olive contenue dans ces produits ; que, toutefois, pour les olives le prélèvement perçu ne peut être inférieur à un montant correspondant à 8 % de la valeur du produit importé, ce montant étant fixé forfaitairement ; que l'application de ces dispositions conduit à fixer les prélèvements comme il est indiqué à l'annexe II du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à l'importation d'huile d'olive sont fixés à l'annexe I.

(1) JO n° 172 du 30. 9. 1966, p. 3025/66.

(2) JO n° L 186 du 19. 7. 1980, p. 1.

(3) JO n° L 331 du 28. 11. 1978, p. 1.

(4) JO n° L 169 du 28. 6. 1976, p. 24.

(5) JO n° L 332 du 29. 11. 1978, p. 13.

(6) JO n° L 169 du 28. 6. 1976, p. 43.

(7) JO n° L 169 du 28. 6. 1976, p. 9.

(8) JO n° L 142 du 9. 6. 1977, p. 10.

(9) JO n° L 332 du 29. 11. 1978, p. 26.

(10) JO n° L 181 du 21. 7. 1977, p. 4.

(11) JO n° L 370 du 30. 12. 1978, p. 60.

(12) JO n° L 331 du 28. 11. 1978, p. 6.

Article 2

Les prélèvements applicables à l'importation des autres produits du secteur de l'huile d'olive sont fixés à l'annexe II.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le 19 décembre 1980.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

ANNEXE I

Prélèvements minimaux à l'importation dans le secteur de l'huile d'olive

(en Écus / 100 kg)

Numéro du tarif douanier commun	Grèce	Pays tiers
15.07 A I a)	17,00 ⁽¹⁾	32,00 ⁽¹⁾
15.07 A I b)	16,00 ⁽¹⁾	31,00 ⁽¹⁾
15.07 A I c)	16,00 ⁽¹⁾	33,00 ⁽¹⁾
15.07 A II a)	18,00	38,00 ⁽²⁾
15.07 A II b)	24,00	56,00 ⁽³⁾

⁽¹⁾ Pour les importations des huiles de cette sous-position tarifaire entièrement obtenues dans l'un des pays ci-dessous et directement transportées de ces pays dans la Communauté, le prélèvement à percevoir est diminué de :

- a) Espagne, Grèce et Liban : 0,60 Écu par 100 kilogrammes ;
- b) Turquie : 22,36 Écus par 100 kilogrammes à condition que l'opérateur apporte la preuve d'avoir remboursé la taxe à l'exportation instituée par la Turquie, sans que, toutefois, ce remboursement ne puisse dépasser le montant de la taxe effectivement instituée ;
- c) Algérie, Maroc, Tunisie : 24,78 Écus par 100 kilogrammes à condition que l'opérateur apporte la preuve d'avoir remboursé la taxe à l'exportation instituée par ces pays, sans que, toutefois, ce remboursement ne puisse dépasser le montant de la taxe effectivement instituée.

⁽²⁾ Pour les importations des huiles de cette sous-position tarifaire :

- a) entièrement obtenues en Algérie, au Maroc, en Tunisie et transportées directement de ces pays dans la Communauté, le prélèvement à percevoir est diminué de 3,86 Écus par 100 kilogrammes ;
- b) entièrement obtenues en Turquie et transportées directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement à percevoir est diminué de 3,09 Écus par 100 kilogrammes.

⁽³⁾ Pour les importations des huiles de cette sous-position tarifaire :

- a) entièrement obtenues en Algérie, au Maroc, en Tunisie et transportées directement de ces pays dans la Communauté, le prélèvement à percevoir est diminué de 7,25 Écus par 100 kilogrammes ;
- b) entièrement obtenues en Turquie et transportées directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement à percevoir est diminué de 5,80 Écus par 100 kilogrammes.

ANNEXE II

Prélèvements à l'importation des autres produits du secteur de l'huile d'olive

(en Écus / 100 kg)

Numéro du tarif douanier commun	Grèce	Pays tiers
07.01 N II	3,52	6,82
07.03 A II	3,52	6,82
15.17 B I a)	8,00	15,50
15.17 B I b)	12,80	24,80
23.04 A II	1,28	2,64

RÈGLEMENT (CEE) N° 3292/80 DE LA COMMISSION

du 18 décembre 1980

fixant les restitutions applicables à l'exportation pour le malt

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du
29 octobre 1975, portant organisation commune des
marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en
dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1870/80⁽²⁾, et
notamment son article 16 paragraphe 2 quatrième
alinéa,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que, aux termes de l'article 16 du règle-
ment (CEE) n° 2727/75, la différence entre les cours
ou les prix sur le marché mondial des produits visés à
l'article 1^{er} de ce règlement et les prix de ces produits
dans la Communauté peut être couverte par une resti-
tution à l'exportation ;

considérant que, en vertu de l'article 2 du règlement
(CEE) n° 2746/75 du Conseil, du 29 octobre 1975,
établissant, dans le secteur des céréales, les règles géné-
rales relatives à l'octroi des restitutions à l'exportation
et aux critères de fixation de leur montant⁽³⁾, les resti-
tutions doivent être fixées en prenant en considération
la situation et les perspectives d'évolution, d'une part,
des disponibilités en céréales ainsi que de leur prix
sur le marché de la Communauté et, d'autre part, des
prix des céréales et des produits du secteur des
céréales sur le marché mondial ; que, conformément
au même article, il importe également d'assurer aux
marchés des céréales une situation équilibrée et un
développement naturel sur le plan des prix et des
échanges et, en outre, de tenir compte de l'aspect
économique des exportations envisagées et de l'intérêt
d'éviter des perturbations sur le marché de la Commu-
nauté ;

considérant que le règlement (CEE) n° 2744/75 du
Conseil, du 29 octobre 1975, relatif au régime d'importa-
tion et d'exportation des produits transformés à base
de céréales et de riz⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le
règlement (CEE) n° 2245/78⁽⁵⁾, a défini les critères
spécifiques dont il doit être tenu compte pour le
calcul de la restitution pour ces produits ;

considérant que l'application de ces modalités à la
situation actuelle des marchés dans le secteur des
produits transformés à base de céréales et de riz
conduit à fixer la restitution à un montant visant à
couvrir l'écart entre les prix dans la Communauté et
ceux sur le marché mondial ;

considérant que la situation du marché mondial ou les
exigences spécifiques de certains marchés peuvent
rendre nécessaire la différenciation de la restitution
pour certains produits, suivant leur destination ;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement
normal du régime des restitutions, il convient de
retenir pour le calcul de ces dernières :

- pour les monnaies qui sont maintenues entre elles
à l'intérieur d'un écart instantané maximal au
comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé
sur leur parité effective,
- pour les autres monnaies, un taux de conversion
basé sur la moyenne arithmétique des cours de
change au comptant de chacune de ces monnaies,
constatés pendant une période déterminée, par
rapport aux monnaies de la Communauté visées
au tiret précédent ;

considérant que la restitution doit être fixée une fois
par mois ; qu'elle peut être modifiée dans l'intervalle ;

considérant que les mesures prévues au présent règle-
ment sont conformes à l'avis du comité de gestion des
céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les restitutions à l'exportation du malt visées à
l'article 1^{er} sous d) du règlement (CEE) n° 2727/75 et
soumises au règlement (CEE) n° 2744/75 sont fixées
aux montants repris à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le
19 décembre 1980.

(1) JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.

(2) JO n° L 184 du 17. 7. 1980, p. 1.

(3) JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 78.

(4) JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 65.

(5) JO n° L 273 du 29. 9. 1978, p. 1.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 18 décembre 1980, fixant les restitutions applicables à l'exportation pour le malt

(en Écus/t)

Numero du tarif douanier commun	Montant des restitutions
11.07 A I b)	31,92
11.07 A II b)	20,54
11.07 B	23,93

RÈGLEMENT (CEE) N° 3293/80 DE LA COMMISSION
du 18 décembre 1980

portant vingtième modification du règlement (CEE) n° 2044/75 en ce qui
concerne le paiement de la restitution pour le beurre et le « butter oil »

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
 EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1761/78⁽²⁾, et notamment son article 13 paragraphe 3 et son article 17 paragraphe 4,

vu le règlement (CEE) n° 876/68 du Conseil, du 28 juin 1968, établissant, dans le secteur du lait et des produits laitiers, les règles générales relatives à l'octroi des restitutions à l'exportation et aux critères de fixation de leur montant⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2429/72⁽⁴⁾, et notamment son article 6 paragraphe 2 deuxième alinéa et paragraphe 3,

considérant que l'article 5 paragraphes 6 et 7 du règlement (CEE) n° 2044/75 de la Commission⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3265/80⁽⁶⁾, prévoit que la destination doit figurer sur tout certificat d'exportation pour le beurre et le *butter oil* et que, afin d'assurer le respect de cette destination obligatoire, le paiement d'une partie de la restitution est subordonné à la présentation de la preuve d'arrivée à destination du produit ;

considérant que ces modalités particulières du paiement de la restitution ne peuvent être appliquées que dans le cas où le même montant est fixé pour toutes les destinations ; qu'il se révèle toutefois nécessaire de ne pas fixer de restitution pour les produits concernés, exportés vers la zone C 2 ; que, dans ces conditions, l'application de l'article 5 paragraphe 7 du règlement (CEE) n° 2044/75 doit être suspendue en ce qui concerne les produits exportés à partir de l'entrée en vigueur du présent règlement ;

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1980.

Par la Commission
 Finn GUNDELACH
Vice-président

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

À l'article 5 du règlement (CEE) n° 2044/75, le paragraphe 8 suivant est ajouté :

- « 8. Toutefois, les dispositions du paragraphe 7 ne s'appliquent plus :
- a) aux produits pour lesquels les formalités douanières relatives à l'exportation hors de la Communauté sont accomplies à partir de la date d'entrée en vigueur du présent règlement ;
  - b) aux produits placés sous le régime visé à l'article 5 du règlement (CEE) n° 565/80 à partir de la date d'entrée en vigueur du présent règlement. »

Article 2

Lorsque, pour les produits visés à l'article 5 paragraphe 8 du règlement (CEE) n° 2044/75, le certificat d'exportation, comportant une fixation à l'avance de la restitution, a été délivré effectivement au sens de l'article 4 paragraphe 2 avant l'entrée en vigueur du présent règlement, l'intéressé peut, sur demande écrite qui doit parvenir à l'organisme compétent dans un délai de trente jours suivant l'entrée en vigueur du présent règlement, obtenir l'annulation de ce certificat, la caution constituée étant libérée.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le 19 décembre 1980.

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.
⁽²⁾ JO n° L 204 du 28. 7. 1978, p. 6.
⁽³⁾ JO n° L 155 du 3. 7. 1968, p. 1.
⁽⁴⁾ JO n° L 264 du 23. 11. 1972, p. 1.
⁽⁵⁾ JO n° L 213 du 11. 8. 1975, p. 15.
⁽⁶⁾ JO n° L 342 du 17. 12. 1980, p. 28.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3294/80 DE LA COMMISSION**du 18 décembre 1980****modifiant le règlement (CEE) n° 2315/76 relatif à la vente de beurre de stock public**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1761/78⁽²⁾, et notamment son article 6 paragraphe 7,

considérant que le règlement (CEE) n° 2315/76 de la Commission⁽³⁾ stipule à l'article 1^{er} que le produit mis en vente doit avoir été stocké par l'organisme d'intervention depuis six mois au moins;

considérant que, compte tenu de l'évolution des stocks, il convient de limiter ces ventes au beurre entré en stock avant le 1^{er} février 1980;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

À l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 2315/76, les termes « qui, le jour de la conclusion du contrat de vente, a été stocké par eux au moins depuis six mois » sont remplacés par les termes « qui est entré en stock avant le 1^{er} février 1980 ».

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 19 décembre 1980.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

(1) JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

(2) JO n° L 204 du 28. 7. 1978, p. 6.

(3) JO n° L 261 du 25. 9. 1976, p. 12.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3295/80 DE LA COMMISSION

du 18 décembre 1980

prolongeant à titre transitoire la durée de validité de certains règlements adoptés en application du règlement (CEE) n° 803/68 du Conseil

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1224/80 du Conseil, du 28 mai 1980, relatif à la valeur en douane des marchandises⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 3193/80⁽²⁾, et notamment son article 16 *bis* paragraphe 4,considérant que l'article 16 *bis* paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 1224/80 prévoit que la durée de validité de certains règlements adoptés en application du règlement (CEE) n° 803/68 du Conseil⁽³⁾ peut être prolongée à titre transitoire, conformément à la procédure prévue à l'article 19 du règlement (CEE) n° 1224/80 sans que cette prolongation puisse excéder le 30 juin 1981 ; qu'il convient de prolonger la durée de validité des règlements de la Commission établissant des systèmes de valeurs moyennes forfaitaires pour les agrumes et les pommes et poires ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de la valeur en douane,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. La durée de validité des règlements suivants, adoptés en application du règlement (CEE) n° 803/68, est prolongée à titre transitoire jusqu'à l'entrée en

vigueur des dispositions à arrêter par la Commission en vertu de l'article 16 *bis* paragraphes 2 et 3 du règlement (CEE) n° 1224/80, et au plus tard jusqu'au 30 juin 1981 :

- règlement (CEE) n° 1570/70 de la Commission, du 3 août 1970, portant établissement d'un système de valeurs moyennes forfaitaires pour les agrumes⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 223/78⁽⁵⁾,
- règlement (CEE) n° 1641/75 de la Commission, du 27 juin 1975, portant établissement d'un système de valeurs moyennes forfaitaires pour la détermination de la valeur en douane des pommes et des poires⁽⁶⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 224/78⁽⁷⁾.

2. La prolongation de la durée de validité des règlements visés au paragraphe 1 n'exclut pas le droit d'un importateur de recourir à l'application des dispositions du règlement (CEE) n° 1224/80.

Si un importateur exerce son droit de recourir à l'application des dispositions du règlement (CEE) n° 1224/80 pour des marchandises qui, sinon, seraient évaluées par application du système des valeurs moyennes forfaitaires, les règlements (CEE) n° 1570/70 et (CEE) n° 1641/75 ne seront plus appliqués aux importations effectuées par ledit importateur durant la période transitoire.

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1981.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1980.

Par la Commission

Étienne DAVIGNON

Membre de la Commission

(1) JO n° L 134 du 31. 5. 1980, p. 1.

(2) JO n° L 333 du 11. 12. 1980, p. 1.

(3) JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 6.

(4) JO n° L 171 du 4. 8. 1970, p. 10.

(5) JO n° L 32 du 3. 2. 1978, p. 7.

(6) JO n° L 165 du 28. 6. 1975, p. 45.

(7) JO n° L 32 du 3. 2. 1978, p. 10.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3296/80 DE LA COMMISSION

du 17 décembre 1980

modifiant le règlement (CEE) n° 2314/72 relatif à certaines dispositions en matière d'examen de l'aptitude culturale de variétés de vigne à la suite de l'adhésion de la Grèce

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de la Grèce, et notamment son article 146 paragraphe 2,

considérant que le règlement (CEE) n° 2314/72 de la Commission⁽¹⁾ prévoit certaines dispositions en matière d'examen de l'aptitude culturale de variétés de vigne ;

considérant que l'acte d'adhésion de la Grèce, tout en amendant le règlement (CEE) n° 347/79 du Conseil concernant les règles générales relatives au classement des variétés de vigne⁽²⁾, prévoit également, à son annexe II point I deuxième partie sous A 1) « Vin » point 2, une adaptation du règlement (CEE) n° 2314/72 pour tenir compte des variétés à raisins à sécher ; qu'il est dès lors nécessaire de compléter ce dernier règlement, notamment en prévoyant des modalités particulières d'examen de l'aptitude culturale des variétés à raisins à sécher,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le règlement (CEE) n° 2314/72 est modifié comme suit.

1. À l'article 2 paragraphe 4, après le troisième alinéa, l'alinéa suivant est inséré :

« L'examen des variétés à raisins à sécher s'effectue selon les prescriptions de l'annexe IV. »

2. À l'article 3 paragraphe 2 sous c), les lettres cc) et dd) sont remplacées par le texte suivant :

« cc) des valeurs moyennes relatives aux différentes années d'essais pour la variété de vigne en cause et la ou les variétés témoins, concernant :

- le rendement en raisin frais et, le cas échéant, en raisin sec exprimé en kilogrammes par hectare,
- la densité naturelle du moût,
- la teneur totale en acidité du moût exprimée en milliéquivalents par litre,
- en ce qui concerne les variétés à raisins à sécher, la teneur totale en sucres des raisins secs exprimée en grammes par kilogramme de produit fini ;

dd) selon l'utilisation particulière, une appréciation du raisin, du moût, du raisin sec ou du vin provenant de la variété de vigne examinée si possible par rapport aux produits provenant de la culture des variétés témoins, portant sur :

- les caractéristiques organoleptiques,
- l'aptitude à une utilisation particulière,
- en ce qui concerne les variétés à raisins à sécher, la présence du nombre de pépins par grain de raisin sec ».

3. L'annexe suivante est ajoutée :

« ANNEXE IV

EXAMEN DES VARIÉTÉS À RAISINS À SÉCHER

1. Surface cultivée

Les dispositions du point 1 de l'annexe I s'appliquent ; toutefois, le terrain doit être suffisamment grand pour qu'il soit possible de récolter au moins 4 quintaux de raisins secs dans la variété à examiner et la ou les variétés témoins.

2. Organisation de l'essai

L'essai s'effectue sous forme de bloc en terrain plat ou en pente légère ou sous forme de longues parcelles sur les pentes à forte déclivité ou dans les endroits où, pour d'autres raisons, il est impossible de réaliser un bloc. La variété à examiner et la ou les variétés témoins sont cultivées au moins en deux répétitions. Les conditions de culture et notamment la date de la plantation, le choix des variétés de porte-greffes, le mode de conduite, les traitements antiparasitaires et la fumure doivent être identiques pour la variété à examiner et les variétés témoins.

⁽¹⁾ JO n° L 248 du 1. 11. 1972, p. 53.

⁽²⁾ JO n° L 54 du 5. 3. 1979, p. 75.

3. Récolte

Les raisins de la variété à examiner et de la ou des variétés témoins sont cueillis à maturité optimale. La variété à examiner et la ou les variétés témoins peuvent être récoltées à des dates différentes. Chaque parcelle du lot expérimental fait l'objet d'une récolte séparée. Le rendement en raisins frais ainsi que le rendement en raisins secs, à une humidité fixée, sont déterminés séparément pour chaque parcelle.

4. Soins de traitement au cours de séchage

Les raisins de la même variété, provenant des différentes parcelles du champ expérimental sont traités, séchés et triés ensemble, selon les méthodes en usage dans la région.

Les raisins secs sont soumis à des contrôles d'humidité pour vérifier la fin du séchage. Le résultat de ces contrôles est conservé par écrit.

5. Traitements industriels

Les raisins secs sont traités selon les méthodes usuelles (transport, lavage, sulfitage, le cas échéant séchage, refroidissement, équeutage), calibrés et soumis à l'estimation de la couleur. Le rendement par calibre ainsi que l'estimation de la couleur sont indiqués par écrit.

6. Emballage, entreposage

Les raisins secs sont soumis à des contrôles de la couleur et de la cristallisation des sucres en tenant compte de l'emballage et des conditions d'entreposage (température, durée et humidité). Les résultats de ces contrôles sont conservés par écrit. »

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1981.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 17 décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

RÈGLEMENT (CEE) N° 3297/80 DE LA COMMISSION
du 17 décembre 1980

portant neuvième modification du règlement (CEE) n° 1608/76 portant modalités d'application pour la désignation et la présentation des vins et des moûts de raisins à la suite de l'adhésion de la Grèce

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de la Grèce, et notamment son article 146 paragraphe 2,

considérant que le règlement (CEE) n° 1608/76 de la Commission ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3275/80 ⁽²⁾, a établi les modalités d'application pour la désignation et la présentation des vins et des moûts de raisins ;

considérant que l'acte d'adhésion de la Grèce prévoit à son annexe II point I deuxième partie sous A 1) « Vin » point 4 que l'annexe III du règlement (CEE) n° 1608/76 doit être complétée par les synonymes admis en ce qui concerne les variétés de vigne grecques,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'annexe III du règlement (CEE) n° 1608/76 est complétée par le texte suivant :

• Nom sous lequel la variété de vigne figure dans le classement des variétés de vigne pour l'unité administrative concernée	Synonymes admis	
	en général	pour l'exportation ou l'expédition vers d'autres États membres
III. GRÈCE		
Άγιωργίτικο (Agiorgitiko)	Μαύρο Νεμέας ⁽¹⁾	
Ξυνόμαυρο (Χυνομαιρο)	Μαύρο Ναούσης ⁽²⁾	
Μοσχάτο άσπρο (Moschàto-àspro)	Μοσχούδι (Moschoùdi) ⁽³⁾	Muscat ⁽⁴⁾
Μοσχάτο (Moschàto)		Moscato ⁽⁴⁾
Μοσχάτο Σπίνας (Moschàto Spinàs)		Moskateller ⁽⁴⁾
Μοσχάτο Άλεξανδρείας (Moschàto Alexandrias)		
Λημνιό (Limnió)	Καλαμπάκι (Kalabàki) ⁽⁵⁾	
Ροδίτης (Roditis)		Roditis

⁽¹⁾ Exclusivement pour des v.q.p.r.d. "Neméa".

⁽²⁾ Exclusivement pour des v.q.p.r.d. "Naoussa".

⁽³⁾ Exclusivement pour des v.q.p.r.d. "Muscat de Patras" et "Muscat de Céphalonie".

⁽⁴⁾ Exclusivement pour les vins ayant droit à une appellation d'origine.

⁽⁵⁾ Exclusivement pour des vins originaires de l'île de Lemnos.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1981.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 17 décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

⁽¹⁾ JO n° L 183 du 8. 7. 1976, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 343 du 18. 12. 1980, p. 15.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3298/80 DE LA COMMISSION

du 18 décembre 1980

portant adaptation à la suite de l'adhésion de la Grèce de certains règlements dans le domaine de la législation douanière

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,vu l'acte d'adhésion de la Grèce, et notamment son
article 146,considérant qu'un certain nombre d'actes communau-
taires adoptés après la signature de l'acte d'adhésion
contiennent des dispositions où figurent des mentions
portées dans toutes les langues officielles de la
Communauté; qu'il convient dès lors d'adopter les
adaptations visant à introduire le texte en langue
grecque desdites mentions dans les règlements
suivants :

- règlement (CEE) n° 223/77 de la Commission, du
22 décembre 1976, portant dispositions d'applica-
tion ainsi que mesures de simplification du régime
du transit communautaire⁽¹⁾, modifié en dernier
lieu par le règlement (CEE) n° 902/80⁽²⁾,
- règlement (CEE) n° 2783/79 de la Commission, du
12 décembre 1979, fixant les dispositions d'appli-
cation du règlement (CEE) n° 1028/79 du Conseil
relatif à l'importation en franchise des droits du
tarif douanier commun des objets destinés aux
personnes handicapées⁽³⁾,
- règlement (CEE) n° 2784/79 de la Commission, du
12 décembre 1979, fixant les dispositions d'appli-
cation du règlement (CEE) n° 1798/75 du Conseil
relatif à l'importation en franchise des droits du
tarif douanier commun des objets de caractère
éducatif, scientifique ou culturel⁽⁴⁾,
- règlement (CEE) n° 3034/79 de la Commission, du
20 décembre 1979, déterminant les conditions
d'admission des raisins frais de table de la variété
Empereur (*Vitis vinifera c.v.*) dans la sous-position
08.04 A I a) 1 du tarif douanier commun⁽⁵⁾,
- règlement (CEE) n° 3035/79 de la Commission, du
20 décembre 1979, déterminant les conditions
d'admission des tabacs *flue cured* du type Virginia,
light air cured du type Burley, y compris les
hybrides de Burley, *light air cured* du type Mary-
land et des tabacs *fired cured* dans la sous-position
24.01 A du tarif douanier commun⁽⁶⁾, modifié par
le règlement (CEE) n° 1466/80⁽⁷⁾,

- règlement (CEE) n° 3039/79 de la Commission, du
21 décembre 1979, déterminant les conditions
d'admission du nitrate de sodium naturel et du
nitrate de soude potassique naturel respectivement
dans les sous-positions 31.02 A et 31.05 A III a) du
tarif douanier commun⁽⁸⁾,
- règlement (CEE) n° 37/80 de la Commission, du
9 janvier 1980, fixant les mesures d'application du
système de certificats d'origine prévu dans le cadre
de l'accord international de 1976 sur le café,
lorsque les contingents sont en vigueur⁽⁹⁾,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

*Article premier*Les adaptations suivantes sont apportées aux règle-
ments ci-après.

1. Règlement (CEE) n° 223/77 :

a) l'article 13 *bis* est adapté comme suit :— au paragraphe 4 deuxième alinéa est ajoutée
la mention suivante :• — 'Απόσπασμα του αντιτύπου ελέγχου:
..... (αριθμός, ημερομηνία, Τελω-
νεϊο και χώρα έκδόσεως) •,— au paragraphe 5 est ajoutée la mention
suivante :• — ..... (αριθμός) έκδοθέντα αποσπά-
σματα — συνημμένα αντίγραφα •;

b) à l'article 50 g est ajoutée la mention suivante :

• Τελωνείο •.

2. Règlement (CEE) n° 2783/79 :

À l'article 2 paragraphe 2 est ajoutée la mention
suivante :• Είδη εισαγόμενα άτελώς προοριζόμενα για
ανάπηρους (UNESCO). Έφαρμογή του άρθρου
6 παράγραφος 2 δεύτερο εδάφιο του κανονι-
σμού (ΕΟΚ) αριθ. 1028/79. •.⁽¹⁾ JO n° L 38 du 9. 2. 1977, p. 20.⁽²⁾ JO n° L 97 du 15. 4. 1980, p. 20.⁽³⁾ JO n° L 318 du 13. 12. 1979, p. 27.⁽⁴⁾ JO n° L 318 du 13. 12. 1979, p. 32.⁽⁵⁾ JO n° L 341 du 31. 12. 1979, p. 20.⁽⁶⁾ JO n° L 341 du 31. 12. 1979, p. 26.⁽⁷⁾ JO n° L 146 du 12. 6. 1980, p. 15.⁽⁸⁾ JO n° L 341 du 31. 12. 1979, p. 46, et JO n° L 132
du 29. 5. 1980, p. 31.⁽⁹⁾ JO n° L 6 du 10. 1. 1980, p. 13.

3. Règlement (CEE) n° 2784/79 :

À l'article 2 paragraphe 2 est ajoutée la mention suivante :

• Εἶδη εἰσαγόμενα ἀτελῶς (UNESCO). Ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 6 παράγραφος 2 τοῦ κανονισμοῦ (ΕΟΚ) ἀριθ. 1798/75. »

4. Règlement (CEE) n° 3034/79 :

Au point 13 de l'annexe I est ajoutée la mention suivante :

• Βεβαιούται ὅτι τὰ περιγραφόμενα στό παρόν πιστοποιητικόν σταφύλια εἶναι φρέσκα ἐπιτραπέζια σταφύλια τῆς ποικιλίας "Empereur" (*Vitis vinifera c.v.*) »

5. Règlement (CEE) n° 3035/79 :

Au point 12 de l'annexe I est ajoutée la mention suivante :

• Βεβαιούται ὅτι ὁ περιγραφόμενος στό παρόν πιστοποιητικό καπνός εἶναι καπνός "flue cured" τύπου Virginia — καπνός "light air cured" τύπου Burley (περιλαμβάνων τίς ποικιλίες Burey — καπνός "light air cured" τύπου Maryland — καπνός "fire cured" ⁽¹⁾) σύμφωνα μέ τήν ἔννοια τοῦ ἄρθρου 1 ⁽²⁾ τοῦ κανονισμοῦ (ΕΟΚ) ἀριθ. 3035/79. »

6. Règlement (CEE) n° 3039/79 :

À l'annexe I sont ajoutées les mentions suivantes :

- 1. Ἀποστολεύς
- 2. Ἀριθμός
- 3.
- 4. Παραλήπτης
- 5. ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΠΟΙΟΤΗΤΟΣ
- 6. Λιμὴν φορτώσεως
- 7. ΝΙΤΡΟΝ ΧΙΛΗΣ
- 8. Πλοῖον
- 9. Φορτωτική
- 10. Σέ σάκους
- Σημεῖα
- Ἀριθμοί
- Ποσότης

Χύμα

11. Ποσότης σέ ἀριθμούς

12. Ποσότης ὀλογράφως

13. ΘΕΩΡΗΣΙΣ ΕΚΔΟΥΣΗΣ ΑΡΧΗΣ

Σφραγίς

Ὑπογραφή

Βλέπε μετάφραση Νο 14

14. Τό κρατικό ἐργαστήριο τῆς ὑπηρεσίας ὀρυχείων πιστοποιεῖ ὅτι τό ὡς ἄνω περιγραφόμενο φορτίο νίτρου συνίσταται ἀπό:

— Φυσικό νιτρικό νάτριο Χιλῆς περιεκτικότητος σέ ἄζωτο μὴ ὑπερβαινούσης 16,3 % κατά) βάρους,

— φυσικό νιτρικό καλιονάτριο Χιλῆς τό ὁποῖο ἀποτελεῖται ἀπό ἓνα φυσικό μίγμα νιτρικοῦ νατρίου καί νιτρικοῦ καλίου (ἡ ἀναλογία τοῦ τελευταίου αὐτοῦ στοιχείου δύναται νά φθάσει 44 %) ὀλικῆς περιεκτικότητος σέ ἄζωτο ὄχι ἀνωτέρα τοῦ 16,3 % κατά βάρους, παρασκευζόμενο στή Χιλή καί λαμβανόμενο διά πλύσεως τοῦ ὀρυκτοῦ τοῦ νίτρου κααλούμενο "caliche" σέ ὕδατικό διάλυμα, ἀκολουθουμένης ἀπό μία κλασματική κρυστάλλωση διά ψύξεως ἢ ἠλιακῆς ἐξατμίσεως.

⁽¹⁾ Διαγράψατε τή μὴ χρησιμοποιουμένη ἔνδειξη.

⁽²⁾ Σέ μετρικούς τόνους ».

7. Règlement (CEE) n° 37/80 :

À l'article 2 deuxième alinéa est ajoutée la mention suivante :

• — Διεθνῆς ὀργανισμός καφέ — πιστοποιητικό R ἐπανεξαγωγῆς ».

. Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1981.

Toutefois, le point 1 sous b) de l'article 1^{er} s'applique à partir du 1^{er} juillet 1981.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1980.

Par la Commission

Étienne DAVIGNON

Membre de la Commission

RÈGLEMENT (CEE) N° 3299/80 DE LA COMMISSION

du 18 décembre 1980

modifiant le règlement (CEE) n° 1624/76 en ce qui concerne les conditions de libération de la caution garantissant la dénaturation ou la transformation du lait écrémé en poudreLA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1761/78 (2), et notamment son article 10 paragraphe 3,

considérant que le règlement (CEE) n° 1624/76 de la Commission, du 2 juillet 1976, relatif à des dispositions particulières concernant le paiement de l'aide pour le lait écrémé en poudre dénaturé ou transformé en aliments composés pour animaux sur le territoire d'un autre État membre (3), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 725/80 (4), prévoit à l'article 2 paragraphe 5 les conditions à remplir pour obtenir la libération de la caution; qu'il convient d'harmoniser ces conditions avec celles prévues au règlement (CEE) n° 1725/79 de la Commission, du 26 juillet 1979, relatif aux modalités d'octroi des aides au lait écrémé transformé en aliments composés et au lait écrémé en poudre notamment destiné à l'alimentation des veaux (5), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2851/80 (6), en ce qui concerne le paiement de l'aide;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'article 2 paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 1624/76 est modifié comme suit.

1. Au premier alinéa est ajoutée la phrase suivante :
« Lorsqu'il s'agit de lait écrémé en poudre dénaturé en vertu de l'article 2 paragraphes 3 et 4 du règlement (CEE) n° 1725/79, les dispositions de l'article 9 paragraphe 2 deuxième alinéa dudit règlement s'appliquent à la libération de la caution. »
2. Au troisième alinéa est ajoutée la phrase suivante :
« Le respect des conditions visées au paragraphe 1 sous a) et b) ne doit toutefois pas être certifié dans ces documents. »

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

(1) JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

(2) JO n° L 204 du 28. 7. 1978, p. 6.

(3) JO n° L 180 du 6. 7. 1976, p. 9.

(4) JO n° L 83 du 28. 3. 1980 p. 11.

(5) JO n° L 199 du 7. 8. 1979, p. 1.

(6) JO n° L 296 du 5. 11. 1980, p. 7.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3300/80 DE LA COMMISSION

du 18 décembre 1980

relatif à la vente à prix fixé forfaitairement à l'avance de viandes bovines congelées destinées à être exportées en Pologne

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2966/80⁽²⁾, et notamment son article 7 paragraphe 3,vu le règlement (CEE) n° 974/71 du Conseil, du 12 mai 1971, relatif à certaines mesures de politique de conjoncture à prendre dans le secteur agricole à la suite de l'élargissement temporaire des marges de fluctuation des monnaies de certains États membres⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1011/80⁽⁴⁾, et notamment son article 6,considérant que le Conseil européen, lors de sa réunion à Luxembourg les 1^{er} et 2 décembre 1980, est convenu de faciliter à la Pologne l'achat de certaines quantités de viande bovine dans la Communauté ;

considérant que, compte tenu du caractère particulier de cette vente, il convient de prévoir que les produits ne peuvent pas faire l'objet de restitutions et que les montants compensatoires monétaires éventuels ne seront pas applicables ;

considérant que, pour assurer que la viande atteindra sa destination, il est nécessaire de subordonner la vente à la présentation d'un contrat ; que, en outre, compte tenu du prix de vente particulièrement favorable, il est nécessaire de prévoir un montant élevé pour la caution prévue par le règlement (CEE) n° 2173/79 de la Commission⁽⁵⁾ ; que, enfin, cette caution doit garantir l'arrivée à destination des produits dans un délai raisonnable ;considérant qu'il convient de soumettre cette vente aux règles arrêtées par le règlement (CEE) n° 1687/76 de la Commission⁽⁶⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3265/80⁽⁷⁾ ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande bovine,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Il est procédé à la vente à prix fixé forfaitairement à l'avance de viandes bovines congelées d'une quantité totale d'environ 15 000 tonnes et destinées à être exportées en Pologne.
2. Les produits, leurs présentations et leurs prix de vente sont fixés à l'annexe I.
3. Les informations relatives aux quantités ainsi qu'aux lieux où se trouvent les produits entreposés peuvent être obtenues par les intéressés aux adresses indiquées à l'annexe II.
4. La vente a lieu conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 2173/79 et du règlement (CEE) n° 1687/76, sous réserve des dispositions du présent règlement.
5. L'exportation à destination de la Pologne des viandes bovines prises en charge par l'acheteur doit avoir lieu avant le 1^{er} avril 1981.

Article 2

1. Les montants compensatoires monétaires éventuels ne sont pas applicables aux produits vendus conformément au présent règlement.
2. Aucune restitution n'est accordée lors de l'exportation des produits vendus conformément au présent règlement.

Article 3

Pour être recevables, les demandes d'achat doivent :

- a) comporter une déclaration écrite de l'acheteur selon laquelle les produits sont destinés à être exportés en Pologne ;
- b) être accompagnées d'une copie d'un contrat de vente d'une quantité de viande bovine égale à la quantité demandée et précisant le lieu d'entreposage, conclu par le demandeur avec les autorités compétentes polonaises. Pour la viande avec os, cette quantité doit être égale à la quantité totale disponible par lieu d'entreposage ; pour la viande désossée, cette quantité doit être égale à la totalité des quantités mises en vente pour chaque État membre concerné.

(1) JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 24.

(2) JO n° L 307 du 18. 11. 1980, p. 5.

(3) JO n° L 106 du 12. 5. 1971, p. 1.

(4) JO n° L 108 du 26. 4. 1980, p. 3.

(5) JO n° L 251 du 5. 10. 1979, p. 12.

(6) JO n° L 190, du 14. 7. 1976, p. 1.

(7) JO n° L 342 du 17. 12. 1980, p. 28.

Article 4

Par dérogation à l'article 15 du règlement (CEE) n° 2173/79, le montant de la caution est fixé à :

- 85 Écus par 100 kilogrammes pour les quartiers avant non désossés,
- 125 Écus par 100 kilogrammes pour les quartiers arrière non désossés,
- 105 Écus par 100 kilogrammes pour les viandes désossées.

Article 5

Le règlement (CEE) n° 1687/76 est modifié comme suit.

À l'annexe, partie I « Produits destinés à être exportés en l'état », le point 25 suivant et la note de bas de page ⁽²⁵⁾ y afférente sont ajoutés :

- 25. Règlement (CEE) n° 3300/80 de la Commission, du 18 décembre 1980, relatif à la vente à prix fixé forfaitairement à l'avance des viandes bovines congelées destinées à être exportées en Pologne ⁽²⁵⁾.

⁽²⁵⁾ JO n° L 344 du 19. 12. 1980, p. 19 ».

Article 6

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

ANNEXE I — ANHANG I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — ANNEX I — BILAG I

État membre Mitgliedstaat Stato membro Lid-Staat Member State Medlemsstat	Produits Erzeugnisse Prodotti Produkten Products Produkter	Quantités (tonnes) Mengen (Tonnen) Quantità (tonnellate) Hoeveelheid (ton) Quantities (tonnes) Mængde (tons)	Prix de vente (Écus/100 kg) ⁽¹⁾ Verkaufspreise (ECU/100 kg) ⁽¹⁾ Prezzi di vendita (ECU/100 kg) ⁽¹⁾ Verkoopprijzen (Ecu/100 kg) ⁽¹⁾ Selling prices (ECU/100 kg) ⁽¹⁾ Salgspris (ECU/100 kg) ⁽¹⁾
a) Viande avec os — Fleisch mit Knochen — Carni con osso — Vlees met been — Unboned beef — Ikke-udbenet kød			
Bundesrepublik Deutschland	<i>Vorderviertel auf 8 Rippen geschnitten, stammend von:</i> Bullen A	~ 2 000	53,85
	<i>Hinterviertel, gerade Schnittführung mit 5 Rippen, stammend von:</i> Bullen A	~ 2 000	59,00
France	<i>Quartiers avant, découpe à 5 côtes, caparaçons faisant partie du quartier avant, provenant des:</i> Jeunes bovins U, R et O	~ 2 500	53,70
	<i>Quartiers arrière, découpe à 8 côtes, dite « pistola », provenant des:</i> Jeunes bovins U, R et O	~ 2 500	80,60
Nederland	<i>Voorvoeten, recht afgesneden op 8 ribben, afkomstig van:</i> Stieren, 1e kwaliteit	~ 500	61,00
	<i>Achtervoeten, recht afgesneden op 5 ribben, afkomstig van:</i> Stieren, 1e kwaliteit	~ 500	70,30
b) Viande désossée⁽²⁾ — Fleisch ohne Knochen⁽²⁾ — Carni senza osso⁽²⁾ — Vlees zonder been⁽²⁾ — Boned beef⁽²⁾ — Udbenet kød⁽²⁾			
Ireland	<i>From Steers 1 and 2:</i>		
	Fillets	130	
	Striploins	500	
	Insides	300	
	Outsides	300	
	Knuckles	50	
	Rumps	90	152,00
	Cube rolls	172	
	Forequarters	1 690	
	Plates and flanks	500	
	Briskets	68	
	Shins and shanks	200	
	4 000		
United Kingdom	<i>From Steers and Heifers:</i>		
	Fillets	13	
	Striploins	104	
	Topsides	174	
	Silversides	148	
	Thick flanks	112	
	Rumps	59	122,00
	Foreribs	20	
	Thin flanks	42	
	Flanks (plate)	54	
	Chucks	157	
	Thick ribs	74	
Shins and shanks	43		
	1 000		

-
- (1) Au cas où les produits sont stockés en dehors de l'État membre dont relève l'organisme d'intervention détenteur, ces prix sont ajustés conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 1805/77.
- (1) Falls die Lagerung der Erzeugnisse außerhalb des für die betreffende Interventionsstelle zuständigen Mitgliedstaats erfolgt, werden diese Preise gemäß den Vorschriften der Verordnung (EWG) Nr. 1805/77 angepaßt.
- (1) Qualora i prodotti siano immagazzinati fuori dello Stato membro da cui dipende l'organismo detentore, detti prezzi vengono ritoccati in conformità del disposto del regolamento (CEE) n. 1805/77.
- (1) In geval dat de produkten zijn opgeslagen buiten de Lid-Staat waaronder het interventiebureau dat deze produkten onder zich heeft ressorteert, worden deze prijzen aangepast overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EEG) nr. 1805/77.
- (1) In the case of products stored outside the Member State where the intervention agency responsible for them is situated, these prices shall be adjusted in accordance with the provisions of Regulation (EEC) No 1805/77.
- (1) I tilfælde, hvor varer er oplagrede uden for den medlemsstat hvor interventionsorganer er hjemmehørende, tilpasses disse priser i overensstemmelse med bestemmelserne i forordning (EØF) nr. 1805/77.
- (2) Ces prix s'entendent poids net conformément aux dispositions de l'article 17 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2173/79.
- (2) Diese Preise gelten netto gemäß den Vorschriften von Artikel 17 Absatz 1 der Verordnung (EWG) Nr. 2173/79.
- (2) Il prezzo si intende netto in conformità del disposto dell'articolo 17, paragrafo 1, del regolamento (CEE) n. 2173/79.
- (2) Deze prijzen gelden netto, overeenkomstig de bepalingen van artikel 17, lid 1, van Verordening (EEG) nr. 2173/79.
- (2) These prices shall apply to net weight in accordance with the provisions of Article 17 (1) of Regulation (EEC) No 2173/79.
- (2) Disse priser gælder netto i overensstemmelse med bestemmelserne i artikel 17, stk. 1, i forordning (EØF) nr. 2173/79.
-

ANNEXE II — ANHANG II — ALLEGATO II — BIJLAGE II — ANNEX II — BILAG II

**Adresses des organismes d'intervention — Anschriften der Interventionsstellen —
Indirizzi degli organismi d'intervento — Adressen van de interventiebureaus —
Addresses of the intervention agencies — Interventionsorganernes adresser**

**BUNDESREPUBLIK
DEUTSCHLAND :** Bundesanstalt für landwirtschaftliche Marktordnung (BALM)
Geschäftsbereich 3 (Fleisch und Fleischerzeugnisse)
Postfach 180 107 — Adickesallee 40
D-6000 Frankfurt am Main 18
Tel. (06 11) 15 64-0, Telex : 041 1156

FRANCE : ONIBEV
Tour Montparnasse
33, avenue du Maine
75755 Paris Cedex 15
tél : 538 84 00, télex 260 643

IRELAND : Department of Agriculture
Agriculture House
Kildare Street
Dublin 2
Tel. (01) 78 90 11, ext. 23 24, Telex 4280 and 5118

NEDERLAND : Voedselvoorzienings In- en Verkoopbureau (VIB)
Hoensbroek (L)
Kouvenderstraat 229
Tel. 045-214 746
Telex 56 396

UNITED KINGDOM : Intervention Board for Agricultural Produce
Fountain House
2 West Mall,
Reading RC1 7QW, Berks.
Tel. (0734) 58 36 26
Telex 848 302

RÈGLEMENT (CEE) N° 3301/80 DE LA COMMISSION
du 18 décembre 1980

modifiant le règlement (CEE) n° 1682/80 fixant les taxes compensatoires dans le secteur des semences

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2358/71 du Conseil, du 26 octobre 1971, portant organisation commune des marchés dans le secteur des semences ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1968/80 ⁽²⁾, et notamment son article 6 paragraphe 5,

considérant que le règlement (CEE) n° 1682/80 de la Commission ⁽³⁾ a fixé les taxes compensatoires dans le secteur des semences, pour un certain type de maïs hybride destiné à l'ensemencement ;

considérant que, depuis lors, il a été constaté une variation sensible des prix d'offre franco frontière qui, aux termes de l'article 4 paragraphe 2 du règlement (CEE)

n° 1665/72 de la Commission ⁽⁴⁾, conduit à modifier ces taxes ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des semences,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'annexe du règlement (CEE) n° 1682/80 est remplacée par l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

⁽¹⁾ JO n° L 246 du 5. 11. 1971, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 192 du 26. 7. 1980, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 166 du 1. 7. 1980, p. 43.

⁽⁴⁾ JO n° L 175 du 2. 8. 1972, p. 49.

ANNEXE

Taxe compensatoire applicable au maïs hybride destiné à l'ensemencement

(Écus/100 kg)

Numéro du tarif douanier commun	Désignation des marchandises	Montant de la taxe compensatoire ⁽¹⁾	Pays d'origine des importations
ex 10.05	Maïs :		
	A. hybride, destiné à l'ensemencement :		
	I. hybrides doubles et hybrides top cross	3,6	Autriche
		3,8	Hongrie
		4,1	Yougoslavie
		5,6	États-Unis d'Amérique
		10,9	Roumanie
		14,7	Canada
		14,7	Autres pays
	II. hybrides trois voies	13,8	Hongrie
		16,8	Roumanie
		16,8	Autres pays ⁽²⁾
	III. hybrides simples	16,1	Hongrie
		26,4	Canada
	32,8	États-Unis d'Amérique	
	32,8	Autres pays ⁽³⁾	

⁽¹⁾ Cette taxe compensatoire ne peut pas dépasser 4 % de la valeur en douane.

⁽²⁾ À l'exception de l'Autriche, du Canada, de la Yougoslavie et des États-Unis d'Amérique.

⁽³⁾ À l'exception de l'Autriche, de la Roumanie, de l'Espagne et de la Yougoslavie.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3302/80 DE LA COMMISSION
du 18 décembre 1980

fixant le prélèvement à l'exportation pour le sucre blanc et le sucre brut

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3330/74 du Conseil, du 19 décembre 1974, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1396/78 ⁽²⁾, et notamment son article 17 paragraphe 6,

vu le règlement (CEE) n° 608/72 du Conseil, du 23 mars 1972, établissant les règles d'application dans le secteur du sucre en cas de hausse sensible des prix sur le marché mondial ⁽³⁾, et notamment son article 1^{er} paragraphe 2,

considérant que le prélèvement à l'exportation pour le sucre blanc et le sucre brut a été fixé par le règlement (CEE) n° 2005/80 ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3284/80 ⁽⁵⁾;

considérant que l'application des règles, critères et modalités rappelés dans le règlement (CEE) n° 2005/80 aux données dont la Commission dispose actuellement conduit à modifier le prélèvement à l'exportation actuellement en vigueur comme il est indiqué à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le prélèvement à l'exportation du sucre visé à l'article 17 paragraphe 1 premier alinéa du règlement (CEE) n° 3330/74 est fixé à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 19 décembre 1980.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

⁽¹⁾ JO n° L 359 du 31. 12. 1974, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 170 du 27. 6. 1978, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 75 du 28. 3. 1972, p. 5.

⁽⁴⁾ JO n° L 195 du 29. 7. 1980, p. 33.

⁽⁵⁾ JO n° L 343 du 18. 12. 1980, p. 33.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 18 décembre 1980, fixant le prélèvement à l'exportation pour le sucre blanc et le sucre brut

(en Écus/100 kg)

Numéro du tarif douanier commun	Désignation des marchandises	Montant du prélèvement à l'exportation
17.01	Sucres de betterave et de canne, à l'état solide :	
	ex A. Sucres blancs à l'exclusion des sucres candis ; sucres aromatisés ou additionnés de colorants	9,77
	ex B. Sucres bruts à l'exclusion des sucres candis	15,48 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Le présent montant est applicable au sucre brut d'un rendement de 92 %. Si le rendement du sucre brut exporté s'écarte de 92 %, le montant du prélèvement applicable est calculé conformément aux dispositions de l'article 2 du règlement (CEE) n° 825/75.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3303/80 DE LA COMMISSION

du 18 décembre 1980

fixant les restitutions à l'exportation du riz et des brisures

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1418/76 du Conseil, du
21 juin 1976, portant organisation commune du
marché du riz ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règle-
ment (CEE) n° 1871/80 ⁽²⁾, et notamment son article
17 paragraphe 2 quatrième alinéa première phrase,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que, aux termes de l'article 17 du règle-
ment (CEE) n° 1418/76, la différence entre les cours
ou les prix, sur le marché mondial, des produits visés à
l'article 1^{er} de ce règlement et les prix de ces produits
dans la Communauté peut être couverte par une resti-
tution à l'exportation ;

considérant que, en vertu de l'article 2 du règlement
(CEE) n° 1431/76 du Conseil, du 21 juin 1976, établis-
sant, pour le riz, les règles générales relatives à l'octroi
des restitutions à l'exportation et aux critères de fixa-
tion de leur montant ⁽³⁾, les restitutions doivent être
fixées en prenant en considération la situation et les
perspectives d'évolution, d'une part, des disponibilités
en riz et en brisures et de leurs prix sur le marché de
la Communauté et, d'autre part, des prix du riz et des
brisures sur le marché mondial ; que, conformément
au même article, il importe également d'assurer au
marché du riz une situation équilibrée et un dévelop-
pement naturel sur le plan des prix et des échanges et,
en outre, de tenir compte de l'aspect économique des
exportations envisagées et de l'intérêt d'éviter des
perturbations sur le marché de la Communauté ;

considérant que le règlement (CEE) n° 1361/76 ⁽⁴⁾ a
fixé la quantité maximale de brisures que peut
contenir le riz pour lequel est fixée la restitution à
l'exportation et déterminé le pourcentage de diminu-
tion à appliquer à cette restitution lorsque la propor-
tion de brisures contenues dans le riz exporté est supé-
rieure à cette quantité maximale ;

considérant que le règlement (CEE) n° 1431/76 a,
dans son article 3, défini les critères spécifiques dont il
doit être tenu compte pour le calcul de la restitution à
l'exportation du riz et des brisures ;

considérant que la situation du marché mondial ou les
exigences spécifiques de certains marchés peuvent
rendre nécessaire la différenciation de la restitution
pour certains produits, suivant leur destination ;

considérant que la restitution doit être fixée au moins
une fois par mois ; qu'elle peut être modifiée dans
l'intervalle ;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement
normal du régime des restitutions, il convient de
retenir pour le calcul de ces dernières :

- pour les monnaies qui sont maintenues entre elles
à l'intérieur d'un écart instantané maximal au
comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé
sur leur parité effective,
- pour les autres monnaies, un taux de conversion
basé sur la moyenne arithmétique des cours de
change au comptant de chacune de ces monnaies,
constaté pendant une période déterminée, par
rapport aux monnaies de la Communauté visées au
tirez précédent ;

considérant que l'application de ces modalités à la
situation actuelle du marché du riz, et notamment aux
cours du prix du riz et des brisures dans la Commu-
nauté et sur le marché mondial, conduit à fixer la
restitution aux montants repris à l'annexe du présent
règlement ;

considérant que les mesures prévues au présent règle-
ment sont conformes à l'avis du comité de gestion des
céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les restitutions à l'exportation, en l'état, des produits
visés à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 1418/76, à
l'exclusion de ceux visés au paragraphe 1 sous c) dudit
article, sont fixées aux montants repris à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 19 décembre
1980.

⁽¹⁾ JO n° L 166 du 25. 6. 1976, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 184 du 17. 7. 1980, p. 4.

⁽³⁾ JO n° L 166 du 25. 6. 1976, p. 36.

⁽⁴⁾ JO n° L 154 du 15. 6. 1976, p. 11.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 18 décembre 1980, fixant les restitutions à l'exportation du riz et des brisures

(en Écus / t)

Numéro du tarif douanier commun	Désignation des marchandises	Montant de la restitution
ex 10.06	Riz :	
	B. I. paddy ou décortiqué :	
	b) Riz décortiqué :	
	1. à grains ronds	—
	2. à grains longs	
	pour les exportations vers :	
	— l'Autriche, le Liechtenstein, le Portugal, la Suisse et les territoires des communes de Livigno et de Campione d'Italia	27,00
	— les autres pays tiers	—
	II. semi-blanchi ou blanchi :	
	a) Riz semi-blanchi :	
	1. à grains ronds	—
	2. à grains longs	—
	b) Riz blanchi :	
	1. à grains ronds	—
	2. à grains longs	
	pour les exportations vers :	
	— l'Autriche, le Liechtenstein, la Suisse et les territoires des communes de Livigno et de Campione d'Italia ainsi que pour les destinations visées à l'article 3 du règlement (CEE) n° 192/75 de la Commission ⁽¹⁾	33,75
	— les autres pays tiers	—
	— la zone I	70,00
	III. en brisures	—

⁽¹⁾ JO n° L 25 du 17. 1. 1975, p. 1.

NB : Les zones sont celles délimitées à l'annexe du règlement (CEE) n° 1124/77 (JO n° L 134 du 28. 5. 1977).

RÈGLEMENT (CEE) N° 3304/80 DE LA COMMISSION

du 18 décembre 1980

fixant les restitutions applicables à l'exportation des céréales, des farines et des gruaux et semoules de froment ou de seigleLA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1870/80⁽²⁾, et notamment son article 16 paragraphe 2 quatrième alinéa première phrase,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que, aux termes de l'article 16 du règlement (CEE) n° 2727/75, la différence entre les cours ou les prix des produits visés à l'article 1^{er} de ce règlement et les prix de ces produits dans la Communauté peut être couverte par une restitution à l'exportation ;considérant que, en vertu de l'article 2 du règlement (CEE) n° 2746/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, établissant, dans le secteur des céréales, les règles générales relatives à l'octroi des restitutions à l'exportation et aux critères de fixation de leur montant⁽³⁾, les restitutions doivent être fixées en prenant en considération la situation et les perspectives d'évolution, d'une part, des disponibilités en céréales et de leurs prix sur le marché de la Communauté et, d'autre part, des prix des céréales et des produits du secteur des céréales sur le marché mondial ; que, conformément au même article, il importe également d'assurer aux marchés des céréales une situation équilibrée et un développement naturel sur le plan des prix et des échanges et, en outre, de tenir compte de l'aspect économique des exportations envisagées et de l'intérêt d'éviter des perturbations sur le marché de la Communauté ;

considérant que le règlement (CEE) n° 2746/75 a, dans son article 3, défini les critères spécifiques dont il doit être tenu compte pour le calcul de la restitution des céréales ;

considérant que, en ce qui concerne les farines, les gruaux et les semoules de froment et de seigle, ces critères spécifiques sont définis à l'article 4 du règlement (CEE) n° 2746/75 ; que, en outre, la restitution applicable à ces produits doit être calculée en tenant compte de la quantité de céréales nécessaire à la fabri-

cation des produits considérés ; que ces quantités ont été fixées dans le règlement n° 162/67/CEE⁽⁴⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 1607/71⁽⁵⁾ ;

considérant que la situation du marché mondial ou les exigences spécifiques de certains marchés peuvent rendre nécessaire la différenciation de la restitution pour certains produits, suivant leur destination ;

considérant que la restitution doit être fixée une fois par mois ; qu'elle peut être modifiée dans l'intervalle ;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des restitutions, il convient de retenir pour le calcul de ces dernières :

- pour les monnaies qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal au comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé sur leur parité effective,
- pour les autres monnaies, un taux de conversion basé sur la moyenne arithmétique des cours de change au comptant de chacune de ces monnaies, constaté pendant une période déterminée, par rapport aux monnaies de la Communauté visées au titre précédent ;

considérant que l'application de ces modalités à la situation actuelle des marchés dans le secteur des céréales, et notamment aux cours ou prix de ces produits dans la Communauté et sur le marché mondial, conduit à fixer la restitution aux montants repris à l'annexe ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

*Article premier*Les restitutions à l'exportation, en l'état, des produits visés à l'article 1^{er} sous a), b) et c) du règlement (CEE) n° 2727/75 sont fixées aux montants repris à l'annexe.*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 19 décembre 1980.

(1) JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.

(2) JO n° L 184 du 17. 7. 1980, p. 1.

(3) JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 78.

(4) JO n° 128 du 27. 6. 1967, p. 2574/67.

(5) JO n° L 168 du 27. 7. 1971, p. 16.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 18 décembre 1980, fixant les restitutions applicables à l'exportation des céréales, des farines et des gruaux et semoules de froment ou de seigle

		(en Écus / t)
Numéro du tarif douanier commun	Désignation des marchandises	Montant des restitutions
10.01 A	Froment (blé) tendre et méteil pour des exportations vers :	
	— la Suisse, l'Autriche et le Liechtenstein	24,00
	— la péninsule Ibérique	34,00
	— la zone V	41,00
	— l'URSS	—
	— les autres pays tiers	0
10.01 B	Froment (blé) dur	—
10.02	Seigle pour des exportations vers :	
	— la Suisse, l'Autriche et le Liechtenstein	20,00
	— la zone II b)	25,00
	— les autres pays tiers	—
10.03	Orge pour des exportations vers :	
	— la Suisse, l'Autriche, le Liechtenstein et la péninsule Ibérique	15,00
	— l'URSS et le Japon	—
	— les autres pays tiers	0
10.04	Avoine pour des exportations vers :	
	— la Suisse, l'Autriche et le Liechtenstein	0
	— les autres pays tiers	—
10.05 B	Maïs, autre que maïs hybride destiné à l'ensemencement	—
10.07 C	Sorgho	—
ex 11.01 A	Farines de froment (blé) tendre :	
	— teneur en cendres de 0 à 520 :	
	— pour des exportations vers l'URSS	—
	— pour des exportations vers les autres pays tiers ⁽¹⁾	40,00
	— teneur en cendres de 521 à 600 :	
	— pour des exportations vers l'URSS	—
	— pour des exportations vers les autres pays tiers ⁽¹⁾	37,90
	— teneur en cendres de 601 à 900 :	
	— pour des exportations vers l'URSS	—
	— pour des exportations vers les autres pays tiers ⁽¹⁾	35,25
	— teneur en cendres de 901 à 1100 :	
	— pour des exportations vers l'URSS	—
	— pour des exportations vers les autres pays tiers ⁽¹⁾	32,60
	— teneur en cendres de 1101 à 1650 :	
	— pour des exportations vers l'URSS	—
	— pour des exportations vers les autres pays tiers ⁽¹⁾	30,20
	— teneur en cendres de 1651 à 1900 :	
	— pour des exportations vers l'URSS	—
	— pour des exportations vers les autres pays tiers ⁽¹⁾	27,00
ex 11.01 B	Farines de seigle :	
	— teneur en cendres de 0 à 700 :	
	— pour des exportations vers l'URSS	—
	— pour des exportations vers les autres pays tiers ⁽¹⁾	35,00
	— teneur en cendres de 701 à 1150 :	
	— pour des exportations vers l'URSS	—
	— pour des exportations vers les autres pays tiers ⁽¹⁾	35,00
	— teneur en cendres de 1151 à 1600 :	
	— pour des exportations vers l'URSS	—
	— pour des exportations vers les autres pays tiers ⁽¹⁾	35,00
	— teneur en cendres de 1601 à 2000 :	
	— pour des exportations vers l'URSS	—
	— pour des exportations vers les autres pays tiers ⁽¹⁾	35,00
11.02 A I a)	Gruaux et semoules de froment (blé) dur :	
	— teneur en cendres de 0 à 1 500 :	
	— pour des exportations vers l'URSS	—
	— pour des exportations vers les autres pays tiers ⁽¹⁾	55,00
11.02 A I b)	Gruaux et semoules de froment (blé) tendre :	
	— teneur en cendres de 0 à 520 :	
	— pour des exportations vers l'URSS	—
	— pour des exportations vers les autres pays tiers ⁽¹⁾	40,00

⁽¹⁾ Et pour les destinations visées à l'article 5 du règlement (CEE) n° 2730/79 de la Commission (JO n° L 317 du 12. 12. 1979, p. 1).

RÈGLEMENT (CEE) N° 3305/80 DU CONSEIL**du 17 décembre 1980****prorogeant la durée de validité des licences de pêche pour les navires battant pavillon de l'Espagne**

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 103,

vu la proposition de la Commission,

considérant que certaines difficultés administratives nécessitent la prorogation, pour un bref délai, de la durée de validité des licences valables en vertu du règlement (CEE) n° 1719/80 du Conseil, du 30 juin 1980, fixant, pour 1980, certaines mesures de conservation et de gestion des ressources de pêche applicables aux navires battant pavillon de l'Espagne (1),

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les licences de pêche valables à la date du 31 décembre 1980, conformément au règlement (CEE) n° 1719/80, pour des navires battant pavillon de l'Espagne, restent valables jusqu'au 31 janvier 1981 dans les conditions prévues par ledit règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1981.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 17 décembre 1980.

Par le Conseil

Le président

P. HELMINGER

---

(1) JO n° L 168 du 1. 7. 1980, p. 27.

RÈGLEMENT (CEE) N° 3306/80 DU CONSEIL

du 18 décembre 1980

instituant un droit anti-*dumping* définitif sur les réveils et pendulettes-réveils mécaniques (autres que les réveils et pendulettes de voyage), originaires de la République démocratique allemande et d'Union soviétique

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3017/79 du Conseil, du 20 décembre 1979, relatif à la défense contre les importations qui font l'objet de *dumping* ou de subventions de la part de pays non membres de la Communauté économique européenne (1),

vu la proposition présentée par la Commission après consultation du comité consultatif créé par l'article 6 de ce règlement,

considérant que la Commission a reçu, en mai 1979, une plainte introduite par la fédération britannique de l'horlogerie (the British Clock and Watch Manufacturers Association Ltd) au nom de la quasi-totalité des fabricants (représentant une part importante de la production communautaire) de réveils et pendulettes-réveils mécaniques de la Communauté; que la plainte comportait des éléments de preuve quant à l'existence de pratiques de *dumping* concernant des produits similaires originaires de Chine, de Tchécoslovaquie, de la République démocratique allemande, de Hong-kong et d'Union soviétique, ainsi que d'un préjudice important en résultant;

considérant que, puisque ces éléments de preuve étaient suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, la Commission a annoncé, dans un avis publié au *Journal officiel des Communautés européennes* (2), l'ouverture d'une procédure d'enquête relative aux importations de réveils et pendulettes-réveils mécaniques originaires de Chine, de Tchécoslovaquie, de la République démocratique allemande, de Hong-kong et d'Union soviétique, et a commencé l'enquête au niveau communautaire;

considérant qu'aucune pratique de *dumping* n'a été constatée dans le cas de Hong-kong et qu'en conséquence la Commission, par la décision 80/600/CEE (3), a clos la procédure à l'égard de ce pays;

considérant que, pour établir l'existence d'un *dumping* concernant les importations en provenance de Chine, de Tchécoslovaquie, de la République démocratique allemande et d'Union soviétique, la Commission a dû tenir compte du fait que ces pays ne sont pas des pays à l'économie de marché; considérant que, comme aucune pratique de *dumping* n'a été constatée en ce qui concerne Hong-kong, il est apparu judicieux et raisonnable de se fonder sur les prix des exportations de Hong-kong vers la Communauté pour déterminer la valeur normale des exportations vers la Commu-

nauté provenant des pays à commerce d'État concernés;

considérant que, puisque cet examen préliminaire des faits a montré qu'il y avait *dumping*, que l'existence d'un préjudice a été suffisamment établie et que les intérêts de la Communauté exigeaient une intention immédiate, la Commission a institué, par le règlement (CEE) n° 1579/80 (4), un droit anti-*dumping* provisoire sur les réveils et pendulettes-réveils (autres que les réveils et pendulettes de voyage), originaires de la République démocratique allemande et d'Union soviétique;

considérant que les exportateurs chinois et tchécoslovaques se sont volontairement engagés à porter leur prix à des niveaux jugés satisfaisants par la Commission; que cette dernière a accepté ces engagements et qu'elle est convenue en conséquence, par sa décision 80/600/CEE, de clore la procédure à l'égard de ces deux pays et de les exclure de l'application du droit provisoire;

considérant que, au cours de l'examen ultérieur de la question, achevé après l'institution du droit anti-*dumping* provisoire, les parties intéressées ont eu l'occasion de faire connaître leur point de vue par écrit, d'être entendues par la Commission, de développer verbalement leur point de vue, de prendre connaissance des renseignements non confidentiels pertinents pour la défense de leurs intérêts et d'être informées des principaux faits et considérations sur la base desquels il était envisagé de procéder à une détermination définitive; que les exportateurs de la République démocratique allemande et certains importateurs de réveils et pendulettes d'Union soviétique ont recouru à ces possibilités en faisant connaître leur point de vue par écrit ou oralement;

considérant que, dans l'intervalle, la Commission avait par ailleurs confié à un organisme extérieur la réalisation d'une étude technique portant sur des échantillons représentatifs des réveils et pendulettes-réveils faisant l'objet de l'enquête et appelée à lui permettre de mieux tenir compte des différences de caractéristiques physiques lors de la détermination définitive du *dumping* et du préjudice;

considérant que la Commission, souhaitant s'accorder un délai supplémentaire pour examiner les faits et, en particulier, pour analyser l'étude technique considérée, a fait part aux exportateurs concernés de son intention de proposer au Conseil une prorogation de deux mois du droit provisoire; qu'aucun exportateur n'a fait valoir d'objections et qu'en conséquence, le Conseil, statuant sur proposition de la Commission, a arrêté le

(1) JO n° L 339 du 31. 12. 1979, p. 1.

(2) JO n° C 212 du 24. 8. 1979, p. 3.

(3) JO n° L 158 du 25. 6. 1980, p. 18.

(4) JO n° L 158 du 25. 6. 1980, p. 5.

règlement (CEE) n° 2573/80⁽¹⁾ prorogeant de deux mois, à compter du 20 octobre 1980, la durée d'application du droit provisoire ;

considérant que, pour procéder à une détermination définitive des marges de *dumping*, la Commission a utilisé les prix en vigueur en 1980 ; qu'elle a pris en considération à cet égard les informations communiquées à la suite de l'audition visée ci-dessus au sujet des prix et des quantités par l'exportateur de la République démocratique allemande ;

considérant que les estimations définitives de la Commission font apparaître que la marge moyenne pondérée de *dumping* pour les réveils et pendulettes-réveils exportés de la République démocratique allemande s'élève à 1,07 unité de compte européenne par unité pour les modèles à timbres apparents relevant du code Nimexe 91.04-56 et à 0,30 unité de compte européenne par unité pour les autres modèles ; que la marge moyenne pondérée de *dumping* établie pour les réveils et pendulettes-réveils exportés d'Union soviétique, sur la base des données se rapportant au marché le plus représentatif, s'élève à 2,60 unités de compte européennes par unité pour les modèles relevant des codes Nimexe 91.02-91 et 91.04-58 et à 1,82 unité de compte européenne par unité pour les modèles relevant du code Nimexe 91.04-56 ;

considérant toutefois qu'une comparaison des prix de vente, coûts et marges bénéficiaires des importateurs, d'une part, et des prix et marges bénéficiaires des producteurs communautaires, d'autre part, a amené la Commission à conclure que, toute différence de caractéristiques physiques étant dûment prise en considération, des majorations peu importantes suffiraient dans certains cas pour éliminer le préjudice imputable aux importations faisant l'objet de *dumping* et notamment 0,53 unité de compte européenne par unité pour les modèles à timbres extérieurs relevant du code Nimexe 91.04-56 exportés de la République démocratique allemande, 2 unités de compte européennes par unité pour les modèles des codes Nimexe 91.02-91 et 91.04-58 exportés d'Union soviétique et 1,30 unité de compte européenne par unité pour les modèles soviétiques relevant du code Nimexe 91.04-56 ;

considérant que, en ce qui concerne les autres éléments influant sur la détermination du préjudice, il n'a été fourni aucune information nouvelle ni avancé aucun autre argument qui auraient pu modifier cette détermination ;

considérant par conséquent qu'il ressort de l'établissement définitif des faits que, les autres facteurs qui influent sur la situation du secteur en cause ayant été dûment pris en considération, les importations considérées provoquent ou risquent de provoquer un préjudice grave à l'activité communautaire concernée ;

considérant que, dans ces conditions, la défense des intérêts de la Communauté nécessite l'imposition d'un droit anti-*dumping* définitif sur les réveils et pendulettes-réveils mécaniques (autres que les réveils et pendulettes de voyage), originaires de la République démocratique allemande et d'Union soviétique ;

considérant que le montant de ce droit anti-*dumping* définitif doit être fixé à un niveau suffisant pour compenser la marge moyenne pondérée du *dumping* ou établi à un niveau inférieur mais néanmoins suffisant pour éliminer le préjudice causé aux producteurs communautaires par les importations faisant l'objet de *dumping* ;

considérant que l'exportateur de la République démocratique allemande s'est engagé volontairement à relever ses prix à partir du 1^{er} janvier 1981 à un niveau que la Commission, après consultation au sein du comité consultatif, juge satisfaisant ; que, toutefois, les modalités de l'engagement pris ne sont pas de nature à permettre un contrôle adéquat ; qu'en conséquence la Commission n'a pas accepté cet engagement ;

considérant que les montants versés à titre de garantie du droit anti-*dumping* provisoire doivent être perçus définitivement, dans la mesure où ils ne dépassent pas celui du droit définitif,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Il est institué un droit anti-*dumping* définitif sur les réveils et pendulettes-réveils mécaniques (autres que les réveils et pendulettes de voyage) relevant des sous-positions ex 91.02 B et ex 91.04 B du tarif douanier commun correspondant aux codes Nimexe 91.02-91, 91.04-56 et 91.04-58, originaires de la République démocratique allemande et d'Union soviétique.
2. Le montant de ce droit anti-*dumping* définitif est fixé comme suit :
  - a) en ce qui concerne la République démocratique allemande :
    - i) pour les modèles avec timbres apparents relevant du code Nimexe 91.04-56 : 0,53 unité de compte européenne par unité ;
    - ii) pour les autres modèles : 0,30 unité de compte européenne par unité ;
  - b) en ce qui concerne l'Union soviétique :
    - i) pour les modèles relevant des codes Nimexe 91.02-91 et 91.04-58 : 2 unités de compte européennes par unité ;
    - ii) pour les modèles relevant du code Nimexe 91.04-56 : 1,30 unité de compte européenne par unité.
3. Les dispositions en vigueur en matière de droits de douane s'appliquent au droit anti-*dumping* définitif.

Article 2

Les montants versés à titre de garantie du droit provisoire institué par le règlement (CEE) n° 1579/80 sont perçus définitivement dans la mesure où ils n'excèdent pas le montant du droit anti-*dumping* définitif.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

⁽¹⁾ JO n° L 265 du 1. 10. 1980, p. 1.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1980.

Par le Conseil

Le président

C. NEY

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 1^{er} décembre 1980

relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), « section orientation », à la république fédérale d'Allemagne des dépenses effectuées pendant l'année 1978 pour les indemnités relatives à l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures

(Le texte en langue allemande est le seul faisant foi.)

(80/1163/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive 72/160/CEE du Conseil, du 17 avril 1972, concernant l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures ⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 73/358/CEE ⁽²⁾, et notamment son article 12 paragraphe 2,

considérant que les dispositions prises par la république fédérale d'Allemagne pour l'application de la directive 72/160/CEE ont fait l'objet d'une décision favorable de la Commission conformément à l'article 9 de ladite directive ;

considérant que la république fédérale d'Allemagne a présenté une demande de remboursement des dépenses effectuées pendant l'année 1978 pour les indemnités relatives à l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures et que cette demande est complète, présentée en bonne et due forme et conforme aux dispositions de la décision 74/581/CEE de la Commission, du 16 octobre 1974, relative aux demandes de rembourse-

ment des aides octroyées par les États membres dans le cadre des directives 72/159/CEE, 72/160/CEE et 72/161/CEE, et aux acomptes pouvant être consentis ⁽³⁾ ;

considérant qu'il résulte de l'examen des données transmises que des dépenses éligibles d'un montant de 2 897 319 marks allemands ont été effectuées aux conditions fixées dans la directive 72/160/CEE et qu'il y a lieu, par conséquent, que le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », rembourse 25 % de ce montant soit 724 329,75 marks allemands ;

considérant qu'un acompte de 544 617,56 marks allemands a été versé en application de l'article 12 paragraphe 3 de la directive 72/160/CEE et de l'article 4 paragraphe 1 de la décision 74/581/CEE et que, par conséquent, un solde de 179 712,19 marks allemands doit être versé à l'État membre ;

considérant que le comité du FEOGA a été consulté sur les aspects financiers et notamment sur les moyens financiers disponibles,

⁽¹⁾ JO n° L 96 du 23. 4. 1972, p. 9.

⁽²⁾ JO n° L 326 du 27. 11. 1973, p. 17.

⁽³⁾ JO n° L 320 du 29. 11. 1974, p. 1.

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article 2

Article premier

Le concours définitif du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », aux dépenses effectuées pour les indemnités relatives à l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures pendant l'année 1978 par la république fédérale d'Allemagne est fixé à un montant de 724 329,75 marks allemands.

Le solde du concours, soit 179 712,19 marks allemands, est versé à la république fédérale d'Allemagne.

La république fédérale d'Allemagne est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 1^{er} décembre 1980

relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), « section orientation », à la république fédérale d'Allemagne des dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les indemnités relatives à l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures

(Le texte en langue allemande est le seul faisant foi.)

(80/1164/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive 72/160/CEE du Conseil, du 17 avril 1972, concernant l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 73/358/CEE⁽²⁾, et notamment son article 12 paragraphe 3,

considérant que les dispositions prises par la république fédérale d'Allemagne pour l'application de la directive 72/160/CEE ont fait l'objet d'une décision favorable de la Commission conformément à l'article 9 de ladite directive ;

considérant que la décision 74/581/CEE de la Commission, du 16 octobre 1974, relative aux demandes de remboursement des aides octroyées par les États membres dans le cadre des directives 72/159/CEE, 72/160/CEE et 72/161/CEE⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 80/427/CEE de la Commission, du 28 mars 1980⁽⁴⁾, prévoit à l'article 4 paragraphe 1 que la Commission, sur base des données contenues dans les demandes de remboursement, procède au remboursement jusqu'à concurrence du montant demandé ;

considérant que la demande de remboursement introduite par la république fédérale d'Allemagne, relative aux dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les indemnités relatives à l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures est complète et présentée en bonne et due forme conformément aux dispositions de la décision 74/581/CEE ; que le montant total des dépenses déclarées éligibles de l'année 1979 s'élève à 5 309 545,88 marks allemands ; que le montant total à rembourser demandé s'élève à 1 327 386,47 marks allemands ;

considérant que la demande ne soulève aucune objection immédiate quant à l'exactitude des données qu'elle contient et quant à la conformité des dépenses effectuées avec les dispositions en vigueur et qu'il y a lieu, par conséquent, que le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », rembourse 25 % des dépenses déclarées, soit au total 1 327 386,47 marks allemands (comme demandé) ;

considérant que la décision 74/581/CEE de la Commission prévoit à l'article 4 paragraphe 2 que, si l'examen de la demande de remboursement fait apparaître que le montant n'est pas celui qui est effectivement dû, la régularisation sera effectuée selon la procédure au même article de ladite décision ;

considérant que le comité du FEOGA a été consulté sur les aspects financiers et notamment sur les moyens financiers disponibles,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », aux dépenses effectuées par la république fédérale d'Allemagne pendant l'année 1979 pour les indemnités relatives à l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures est fixé à un montant de 1 327 386,47 marks allemands.

Article 2

Le montant du concours visé à l'article 1^{er} est versé sous condition que l'examen approfondi de la demande de remboursement à effectuer ne donne lieu à aucune modification du montant de remboursement.

(1) JO n° L 96 du 23. 4. 1972, p. 9.

(2) JO n° L 326 du 27. 11. 1973, p. 17.

(3) JO n° L 320 du 29. 11. 1974, p. 1.

(4) JO n° L 102 du 19. 4. 1980, p. 24.

Article 3

Fait à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

La république fédérale d'Allemagne est destinataire de la présente décision.

DÉCISION DE LA COMMISSIONdu 1^{er} décembre 1980

relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), « section orientation », à la république fédérale d'Allemagne des dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les aides en faveur des zones agricoles défavorisées

(Le texte en langue allemande est le seul faisant foi.)

(80/1165/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive 75/268/CEE du Conseil, du 28 avril 1975, sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 80/666/CEE⁽²⁾, et notamment son article 13,

vu la directive 72/159/CEE du Conseil, du 17 avril 1972, concernant la modernisation des exploitations agricoles⁽³⁾, modifié en dernier lieu par la directive 80/370/CEE⁽⁴⁾, et notamment son article 21 paragraphe 3,

considérant que les dispositions prises par la république fédérale d'Allemagne pour l'application de la directive 75/268/CEE ont fait l'objet d'une décision favorable de la Commission conformément à l'article 13 de ladite directive et à l'article 18 de la directive 72/159/CEE ;

considérant que la décision 76/627/CEE de la Commission, du 25 juin 1976, relative aux demandes de remboursement des aides octroyées par les États membres dans le cadre de la directive 75/268/CEE du Conseil⁽⁵⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 80/427/CEE de la Commission du 28 mars 1980⁽⁶⁾, prévoit à l'article 5 paragraphe 1 que la Commission, sur base des données contenues dans les demandes de remboursement, procède au remboursement jusqu'à concurrence du montant demandé ;

considérant que la demande de remboursement introduite par la république fédérale d'Allemagne, relative aux dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les aides en faveur des zones agricoles défavorisées, est complète et présentée en bonne et due forme conformément aux dispositions de la décision 76/627/CEE ; que le montant total des dépenses déclarées éligibles de l'année 1979 s'élève à 120 314 503,88 marks allemands et est réparti comme suit :

selon le titre II : 118 051 117,76 marks allemands,

selon le titre IV : 2 263 386,12 marks allemands ;

que le montant total à rembourser demandé s'élève à 30 078 625,97 marks allemands ;

considérant que la demande ne soulève aucune objection immédiate quant à l'exactitude des données qu'elle contient et quant à la conformité des dépenses effectuées avec les dispositions en vigueur et qu'il y a lieu, par conséquent, que le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », rembourse 25 % des dépenses déclarées sous le titre II et 25 % des dépenses déclarées sous le titre IV, soit au total 30 078 625,97 marks allemands (comme demandé) ;

considérant que la décision 76/627/CEE prévoit à l'article 2 que les demandes de remboursement visées au titre III de la directive 75/268/CEE sont présentées en même temps que les demandes de remboursement des dépenses au titre de la directive 72/159/CEE ;

considérant que la décision 76/627/CEE de la Commission prévoit à l'article 5 paragraphe 2 que, si l'examen de la demande de remboursement fait apparaître que ce montant n'est pas celui qui est effectivement dû, la régularisation sera effectuée selon la procédure prévue au même article de ladite décision ;

considérant que le comité du FEOGA a été consulté sur les aspects financiers et notamment sur les moyens financiers disponibles,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », aux dépenses effectuées pour les aides en faveur des zones agricoles défavorisées pendant l'année 1979 par la république fédérale d'Allemagne est fixé à un montant de 30 078 625,97 marks allemands.

(1) JO n° L 128 du 19. 5. 1975, p. 1.

(2) JO n° L 180 du 14. 7. 1980, p. 34.

(3) JO n° L 96 du 23. 4. 1972, p. 1.

(4) JO n° L 90 du 3. 4. 1980, p. 43.

(5) JO n° L 222 du 14. 8. 1976, p. 37.

(6) JO n° L 102 du 19. 4. 1980, p. 24.

Article 2

Fait à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1980.

Le montant du concours visé à l'article 1^{er} est versé sous condition que l'examen approfondi de la demande de remboursement à effectuer ne donne lieu à aucune modification du montant de remboursement.

Article 3

La république fédérale d'Allemagne est destinataire de la présent décision.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 1^{er} décembre 1980

relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), « section orientation », à la République française des dépenses effectuées pendant l'année 1978 pour les aides et primes relatives à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées

(Le texte en langue française est le seul faisant foi.)

(80/1166/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive 72/159/CEE du Conseil, du 17 avril 1972, concernant la modernisation des exploitations agricoles⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 80/370/CEE⁽²⁾, et notamment son article 21 paragraphe 2,

vu la directive 75/268/CEE du Conseil, du 28 avril 1975, sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 80/666/CEE⁽⁴⁾, et notamment son article 13,

considérant que les dispositions prises par la République française pour l'application des directives 72/159/CEE et 75/268/CEE ont fait l'objet de décisions favorables de la Commission conformément à l'article 18 de la directive 72/159/CEE et à l'article 13 de la directive 75/268/CEE ;

considérant que, conformément à l'article 2 de la décision 76/627/CEE de la Commission, du 25 juin 1976, relative aux demandes de remboursement des aides octroyées par les États membres dans le cadre de la directive 75/268/CEE⁽⁵⁾, la République française a présenté une demande de remboursement des dépenses effectuées pendant l'année 1978 pour les aides et primes à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées ;

considérant que cette demande est complète, présentée en bonne et due forme et conforme aux dispositions de la décision 74/581/CEE de la Commission, du 16 octobre 1974, relative aux demandes de remboursement des aides octroyées par les États

membres dans le cadre des directives 72/159/CEE, 72/160/CEE et 72/161/CEE et aux acomptes pouvant être consentis⁽⁶⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 80/427/CEE de la Commission du 28 mars 1980⁽⁷⁾ ;

considérant qu'il résulte de l'examen des données transmises que des dépenses éligibles d'un montant de 114 619 757,28 francs français réparti comme suit :

	Zones agricoles ordinaires	Zones agricoles défavorisées (titre III)
selon l'article 8	24 942 744,80	37 406 680,—
selon l'article 10	2 840 688,24	17 498 525,68
selon l'article 11	9 684 200,—	—
selon l'article 12	22 246 918,56	—
selon l'article 13	—	—

ont été effectuées aux conditions fixées dans les directives 72/159/CEE et 75/268/CEE et qu'il y a lieu, par conséquent, que le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », rembourse 25 % de ce montant soit 28 654 939,32 francs français ;

considérant qu'un acompte de 21 498 347,72 francs français a été versé en application de l'article 21 paragraphe 3 de la directive 72/159/CEE, de l'article 13 de la directive 75/268/CEE, de l'article 4 paragraphe 1 de la décision 74/581/CEE et de l'article 5 paragraphe 1 de la décision 76/627/CEE et que, par conséquent, un solde de 7 156 591,60 francs français doit être versé à l'État membre ;

considérant que le comité du FEOGA a été consulté sur les aspects financiers et notamment sur les moyens financiers disponibles,

(1) JO n° L 96 du 23. 4. 1972, p. 1.

(2) JO n° L 90 du 3. 4. 1980, p. 43.

(3) JO n° L 128 du 19. 5. 1975, p. 1.

(4) JO n° L 180 du 14. 7. 1980, p. 34.

(5) JO n° L 222 du 14. 8. 1976, p. 37.

(6) JO n° L 320 du 29. 11. 1974, p. 1.

(7) JO n° L 102 du 19. 4. 1980, p. 24.

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article 2

Article premier

Le concours définitif du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », aux dépenses effectuées pour les aides et primes relatives à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées, pendant l'année 1978 par la République française est fixé à un montant de 28 654 939,32 francs français.

Le solde du concours, soit 7 156 591,60 francs français, est versé à la République française.

La République française est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 1^{er} décembre 1980

relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), « section orientation », à l'Irlande des dépenses effectuées pendant l'année 1978 pour les aides et primes relatives à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées

(Le texte en langue anglaise est le seul faisant foi.)

(80/1167/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive 72/159/CEE du Conseil, du 17 avril 1972, concernant la modernisation des exploitations agricoles⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 80/370/CEE⁽²⁾, et notamment son article 21 paragraphe 2,

vu la directive 75/268/CEE du Conseil, du 28 avril 1975, sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 80/666/CEE⁽⁴⁾, et notamment son article 13,

considérant que les dispositions prises par l'Irlande pour l'application des directives 72/159/CEE et 75/268/CEE ont fait l'objet de décisions favorables de la Commission conformément à l'article 18 de la directive 72/159/CEE et à l'article 13 de la directive 75/268/CEE ;

considérant que, conformément à l'article 2 de la décision 76/627/CEE de la Commission, du 25 juin 1976, relative aux demandes de remboursement des aides octroyées par les États membres dans le cadre de la directive 75/268/CEE⁽⁵⁾, l'Irlande a présenté une demande de remboursement des dépenses effectuées pendant l'année 1978 pour les aides et primes à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées ;

considérant que cette demande est complète, présentée en bonne et due forme et conforme aux dispositions de la décision 74/581/CEE de la Commission, du 16 octobre 1974, relative aux demandes de remboursement des aides octroyées par les États membres dans le cadre des directives 72/159/CEE, 72/160/CEE et 72/161/CEE et aux acomptes pouvant être consentis⁽⁶⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 80/427/CEE de la Commission du 28 mars 1980⁽⁷⁾ ;

considérant qu'il résulte de l'examen des données transmises que des dépenses éligibles d'un montant de 10 448 658 livres irlandaises réparti comme suit :

	Zones agricoles ordinaires	Zones agricoles défavorisées (titre III)
selon l'article 8	6 764 161,16	2 901 985,84
selon l'article 10	361 611	—
selon l'article 11	420 900	—
selon l'article 12	—	—
selon l'article 13	—	—

ont été effectuées aux conditions fixées dans les directives 72/159/CEE et 75/268/CEE et qu'il y a lieu, par conséquent, que le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », rembourse 25 % de ce montant soit 2 612 164,50 livres irlandaises ;

considérant qu'un acompte de 1 959 123,38 livres irlandaises a été versé en application de l'article 21 paragraphe 3 de la directive 72/159/CEE, de l'article 13 de la directive 75/268/CEE, de l'article 4 paragraphe 1 de la décision 74/581/CEE et de l'article 5 paragraphe 1 de la décision 76/627/CEE et que, par conséquent, un solde de 653 041,12 livres irlandaises doit être versé à l'État membre ;

considérant que le comité du FEOGA a été consulté sur les aspects financiers et notamment sur les moyens financiers disponibles,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Le concours définitif du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », aux dépenses effectuées pour les aides et primes relatives à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées, pendant l'année 1978 par l'Irlande est fixé à un montant de 2 612 164,50 livres irlandaises.

(1) JO n° L 96 du 23. 4. 1972, p. 1.

(2) JO n° L 90 du 3. 4. 1980, p. 43.

(3) JO n° L 128 du 19. 5. 1975, p. 1.

(4) JO n° L 180 du 14. 7. 1980, p. 34.

(5) JO n° L 222 du 14. 8. 1976, p. 37.

(6) JO n° L 320 du 29. 11. 1974, p. 1.

(7) JO n° L 102 du 19. 4. 1980, p. 24.

Le solde du concours, soit 653 041,12 livres irlandaises, est versé à l'Irlande.

Fait à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

Article 2

L'Irlande est destinataire de la présente décision.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 1^{er} décembre 1980

relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », à l'Irlande des dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les aides et primes relatives à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées

(Le texte en langue anglaise est le seul faisant foi.)

(80/1168/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive 72/159/CEE du Conseil, du 17 avril 1972, concernant la modernisation des exploitations agricoles ⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 80/370/CEE ⁽²⁾, et notamment son article 21 paragraphe 3,

vu la directive 75/268/CEE du Conseil, du 28 avril 1975, sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées ⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 80/666/CEE ⁽⁴⁾, et notamment son article 13,

considérant que les dispositions prises par l'Irlande pour l'application des directives 72/159/CEE et 75/268/CEE ont fait l'objet de décisions favorables de la Commission conformément à l'article 18 de la directive 72/159/CEE et à l'article 13 de la directive 75/268/CEE ;

considérant que la décision 76/627/CEE de la Commission, du 25 juin 1976, relative aux demandes de remboursement des aides octroyées par les États membres dans le cadre de la directive 75/268/CEE du Conseil ⁽⁵⁾, prévoit à l'article 2 que les demandes de remboursement visées au titre III de la directive 75/268/CEE sont présentées en même temps que les demandes de remboursement de dépenses au titre de la directive 72/159/CEE, conformément aux conditions spécifiées dans la décision 74/581/CEE de la Commission, du 16 octobre 1974, relative aux demandes de remboursement des aides octroyées par les États membres dans le cadre des directives 72/159/CEE, 72/160/CEE et 72/161/CEE ⁽⁶⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 80/427/CEE ⁽⁷⁾ ;

considérant que la décision 74/581/CEE prévoit à l'article 4 paragraphe 1 que la Commission, sur base des données contenues dans les demandes de rembour-

sement, procède au remboursement jusqu'à concurrence du montant demandé ;

considérant que la demande de remboursement introduite par l'Irlande, relative aux dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les aides et primes relatives à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées, est complète et présentée en bonne et due forme conformément aux dispositions de la décision 74/581/CEE ; que le montant total des dépenses déclarées éligibles de l'année 1979 s'élève à 13 559 082,64 livres irlandaises et est réparti comme suit :

	Zones agricoles ordinaires	Zones agricoles défavorisées (titre III)
selon l'article 8	8 723 374,32	4 165 146,32
selon l'article 10	358 103	—
selon l'article 11	312 459	—
selon l'article 12	—	—
selon l'article 13	—	—

que le montant total à rembourser demandé s'élève à 3 389 770,66 livres irlandaises ;

considérant que l'examen de cette demande de remboursement quant à l'exactitude des données qu'elle contient et quant à la conformité des dépenses effectuées avec les dispositions en vigueur fait apparaître que les dépenses excédant l'équivalent en subvention en capital d'une bonification du taux d'intérêt de 5 % dans les zones agricoles ordinaires et de 7 % dans les zones agricoles défavorisées ont été considérées éligibles par l'État membre et que, pour le calcul du remboursement, les dépenses éligibles selon l'article 8 doivent en conséquence être fixées à 8 109 368,29 livres irlandaises pour les zones agricoles ordinaires et à 4 068 057,52 livres irlandaises pour les zones agricoles défavorisées et qu'il y a lieu, par conséquent, pour le calcul du remboursement, de procéder à une réduction de 711 094,83 livres irlandaises des dépenses déclarées sous l'article 8 ; que le montant total des dépenses ainsi régularisées à prendre en considération pour le remboursement s'élève à 12 847 987,81 livres irlandaises ;

⁽¹⁾ JO n° L 96 du 23. 4. 1972, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 90 du 3. 4. 1980, p. 43.

⁽³⁾ JO n° L 128 du 19. 5. 1975, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 180 du 14. 7. 1980, p. 34.

⁽⁵⁾ JO n° L 222 du 14. 8. 1976, p. 37.

⁽⁶⁾ JO n° L 320 du 29. 11. 1974, p. 1.

⁽⁷⁾ JO n° L 102 du 19. 4. 1980, p. 24.

considérant que l'État membre a été consulté sur cet aspect et qu'il y a lieu, par conséquent, que le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », pour les dépenses ainsi régularisées rembourse 25 % de ce montant, soit au total 3 211 996,95 livres irlandaises ;

considérant que la décision 74/581/CEE de la Commission prévoit à l'article 4 paragraphe 2 que, si l'examen de la demande de remboursement fait apparaître que ce montant n'est pas celui qui est effectivement dû, la régularisation sera effectuée selon la procédure prévue au même article de ladite décision ;

considérant que le comité du FEOGA a été consulté sur les aspects financiers et notamment sur les moyens financiers disponibles,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », aux dépenses

effectuées par l'Irlande pendant l'année 1979 pour les aides et primes relatives à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées, est fixé à un montant de 3 211 996,95 livres irlandaises.

Article 2

Le montant du concours visé à l'article 1^{er} est versé sous condition que l'examen approfondi de la demande de remboursement à effectuer ne donne lieu à aucune modification du montant de remboursement.

Article 3

L'Irlande est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 1^{er} décembre 1980

relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), « section orientation », au Royaume-Uni, des dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les aides et primes relatives à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées

(Le texte en langue anglaise est le seul faisant foi.)

(80/1169/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive 72/159/CEE du Conseil, du 17 avril 1972, concernant la modernisation des exploitations agricoles ⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 80/370/CEE ⁽²⁾, et notamment son article 21 paragraphe 3,

vu la directive 75/268/CEE du Conseil, du 28 avril 1975, sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées ⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 80/666/CEE ⁽⁴⁾, et notamment son article 13,

considérant que les dispositions prises par le Royaume-Uni pour l'application des directives 72/159/CEE et 75/268/CEE ont fait l'objet de décisions favorables de la Commission conformément à l'article 18 de la directive 72/159/CEE et à l'article 13 de la directive 75/268/CEE ;

considérant que la décision 76/627/CEE de la Commission, du 25 juin 1976, relative aux demandes de remboursement des aides octroyées par les États membres dans le cadre de la directive 75/268/CEE du Conseil ⁽⁵⁾, prévoit à l'article 2 que les demandes de remboursement visées au titre III de la directive 75/268/CEE sont présentées en même temps que les demandes de remboursement de dépenses au titre de la directive 72/159/CEE, conformément aux conditions spécifiées dans la décision 74/581/CEE de la Commission, du 16 octobre 1974, relative aux demandes de remboursement des aides octroyées par les États membres dans le cadre des directives 72/159/CEE, 72/160/CEE et 72/161/CEE ⁽⁶⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 80/427/CEE ⁽⁷⁾ ;

considérant que la décision 74/581/CEE prévoit à l'article 4 paragraphe 1 que la Commission, sur base des données contenues dans les demandes de remboursement, procède au remboursement jusqu'à concurrence du montant demandé ;

considérant que la demande de remboursement introduite par le Royaume-Uni, relative aux dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les aides et primes relatives à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées, est complète et présentée en bonne et due forme conformément aux dispositions de la décision 74/581/CEE ; que le montant total des dépenses déclarées éligibles de l'année 1979 s'élève à 67 137 844,88 livres sterling et est réparti comme suit :

	Zones agricoles ordinaires	Zones agricoles défavorisées (titre III)
selon l'article 8	40 604 708,20	13 867 073,05
selon l'article 10	11 507 815,96	—
selon l'article 11	1 155 079,85	—
selon l'article 12	3 167,82	—
selon l'article 13	—	—

que le montant total à rembourser demandé s'élève à 16 784 461,22 livres sterling ;

considérant que la demande ne soulève aucune objection immédiate quant à l'exactitude des données qu'elle contient et quant à la conformité des dépenses effectuées avec les dispositions en vigueur et qu'il y a lieu, par conséquent, que le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », rembourse 25 % des dépenses déclarées, soit au total 16 784 461,22 livres sterling (comme demandé) ;

considérant que la décision 74/581/CEE de la Commission prévoit à l'article 4 paragraphe 2 que, si l'examen de la demande de remboursement fait apparaître que ce montant n'est pas celui qui est effectivement dû, la régularisation sera effectuée selon la procédure prévue au même article de ladite décision ;

⁽¹⁾ JO n° L 96 du 23. 4. 1972, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 90 du 3. 4. 1980, p. 43.

⁽³⁾ JO n° L 128 du 19. 5. 1975, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 180 du 14. 7. 1980, p. 34.

⁽⁵⁾ JO n° L 222 du 14. 8. 1976, p. 37.

⁽⁶⁾ JO n° L 320 du 29. 11. 1974, p. 1.

⁽⁷⁾ JO n° L 102 du 19. 4. 1980, p. 24.

considérant que le comité du FEOGA a été consulté sur les aspects financiers et notamment sur les moyens financiers disponibles,

demande de remboursement à effectuer ne donne lieu à aucune modification du montant de remboursement.

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article 3

Article premier

Le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », aux dépenses effectuées par le Royaume-Uni pendant l'année 1979 pour les aides et primes relatives à la modernisation des exploitations agricoles, y compris dans les zones agricoles défavorisées, est fixé à un montant de 16 784 461,22 livres sterling.

Le Royaume-Uni est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1980.

Article 2

Le montant du concours visé à l'article 1^{er} est versé sous condition que l'examen approfondi de la

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 1^{er} décembre 1980

relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), « section orientation », au Royaume-Uni des dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les aides en faveur des zones agricoles défavorisées

(Le texte en langue anglaise est le seul faisant foi.)

(80/1170/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive 75/268/CEE du Conseil, du 28 avril 1975, sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 80/666/CEE⁽²⁾, et notamment son article 13,

vu la directive 72/159/CEE du Conseil, du 17 avril 1972, concernant la modernisation des exploitations agricoles⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 80/370/CEE⁽⁴⁾, et notamment son article 21 paragraphe 3,

considérant que les dispositions prises par le Royaume-Uni pour l'application de la directive 75/268/CEE ont fait l'objet d'une décision favorable de la Commission conformément à l'article 13 de ladite directive et à l'article 18 de la directive 72/159/CEE ;

considérant que la décision 76/627/CEE de la Commission, du 25 juin 1976, relative aux demandes de remboursement des aides octroyées par les États membres dans le cadre de la directive 75/268/CEE du Conseil⁽⁵⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 80/427/CEE⁽⁶⁾, prévoit à l'article 5 paragraphe 1 que la Commission, sur base des données contenues dans les demandes de remboursement, procède au remboursement jusqu'à concurrence du montant demandé ;

considérant que la demande de remboursement introduite par le Royaume-Uni, relative aux dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les aides en faveur des zones agricoles défavorisées est complète et présentée en bonne et due forme conformément aux dispositions de la décision 76/627/CEE ; que le montant total des dépenses déclarées éligibles de l'année 1979 s'élève à 54 179 114,63 livres sterling et est réparti comme suit :

selon le titre II : 54 137 412,87 livres sterling,

selon le titre IV : 41 695,76 livres sterling ;

que le montant total à rembourser demandé s'élève à 13 544 777,16 livres sterling ;

considérant que la demande ne soulève aucune objection immédiate quant à l'exactitude des données qu'elle contient et quant à la conformité des dépenses effectuées avec les dispositions en vigueur et qu'il y a lieu, par conséquent, que le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », rembourse 25 % des dépenses déclarées sous le titre II et 25 % des dépenses déclarées sous le titre IV, soit au total 13 544 777,16 livres sterling (comme demandé) ;

considérant que la décision 76/627/CEE prévoit à l'article 2 que les demandes de remboursement visées au titre III de la directive 75/268/CEE sont présentées en même temps que les demandes de remboursement de dépenses au titre de la directive 72/159/CEE ;

considérant que la décision 76/627/CEE prévoit à l'article 5 paragraphe 2 que, si l'examen de la demande de remboursement fait apparaître que ce montant n'est pas celui qui est effectivement dû, la régularisation sera effectuée selon la procédure prévue au même article de ladite décision ;

considérant que le comité du FEOGA a été consulté sur les aspects financiers et notamment sur les moyens financiers disponibles,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », aux dépenses effectuées pour les aides en faveur des zones agricoles défavorisées pendant l'année 1979 par le Royaume-Uni est fixé à un montant de 13 544 777,16 livres sterling.

⁽¹⁾ JO n° L 128 du 19. 5. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 180 du 14. 7. 1980, p. 34.

⁽³⁾ JO n° L 96 du 23. 4. 1972, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 90 du 3. 4. 1980, p. 43.

⁽⁵⁾ JO n° L 222 du 14. 8. 1976, p. 37.

⁽⁶⁾ JO n° L 102 du 19. 4. 1980, p. 24.

*Article 2*Fait à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1980.

Le montant du concours visé à l'article 1^{er} est versé sous condition que l'examen approfondi de la demande de remboursement à effectuer ne donne lieu à aucune modification du montant de remboursement.

Article 3

Le Royaume-Uni est destinataire de la présente décision.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

DÉCISION DE LA COMMISSIONdu 1^{er} décembre 1980

relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), « section orientation », au Royaume-Uni des dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les indemnités relatives à l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures

(Le texte en langue anglaise est le seul faisant foi.)

(80/1171/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive 72/160/CEE du Conseil, du 17 avril 1972, concernant l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 73/358/CEE⁽²⁾, et notamment son article 12 paragraphe 3,

considérant que les dispositions prises par le Royaume-Uni pour l'application de la directive 72/160/CEE ont fait l'objet d'une décision favorable de la Commission conformément à l'article 9 de ladite directive ;

considérant que la décision 74/581/CEE de la Commission, du 16 octobre 1974, relative aux demandes de remboursement des aides octroyées par les États membres dans le cadre des directives 72/159/CEE, 72/160/CEE et 72/161/CEE⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 80/427/CEE⁽⁴⁾, prévoit à l'article 4 paragraphe 1 que la Commission, sur base des données contenues dans les demandes de remboursement, procède au remboursement jusqu'à concurrence du montant demandé ;

considérant que la demande de remboursement introduite par le Royaume-Uni, relative aux dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les indemnités relatives à l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures est complète et présentée en bonne et due forme conformément aux dispositions de la décision 74/581/CEE ; que le montant total des dépenses déclarées éligibles de l'année 1979 s'élève à 51 746,20 livres sterling ; que le montant total à rembourser demandé s'élève à 12 936,55 livres sterling ;

considérant que la demande ne soulève aucune objection immédiate quant à l'exactitude des données qu'elle contient et quant à la conformité des dépenses effectuées avec les dispositions en vigueur et qu'il y a lieu, par conséquent, que le Fonds européen d'orienta-

tion et de garantie agricole, « section orientation », rembourse 25 % des dépenses déclarées, soit au total 12 936,55 livres sterling (comme demandé) ;

considérant que la décision 74/581/CEE prévoit à l'article 4 paragraphe 2 que, si l'examen de la demande de remboursement fait apparaître que ce montant n'est pas celui qui est effectivement dû, la régularisation sera effectuée selon la procédure prévue au même article de ladite décision ;

considérant que le comité du FEOGA a été consulté sur les aspects financiers et notamment sur les moyens financiers disponibles,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », aux dépenses effectuées par le Royaume-Uni pendant l'année 1979 pour les indemnités relatives à l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures est fixé à un montant de 12 936,55 livres sterling.

Article 2

Le montant du concours visé à l'article 1^{er} est versé sous condition que l'examen approfondi de la demande de remboursement à effectuer ne donne lieu à aucune modification du montant de remboursement.

Article 3

Le Royaume-Uni est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président

⁽¹⁾ JO n° L 96 du 23. 4. 1972, p. 9.

⁽²⁾ JO n° L 326 du 27. 11. 1973, p. 17.

⁽³⁾ JO n° L 320 du 29. 11. 1974, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 102 du 19. 4. 1980, p. 24.

DÉCISION DE LA COMMISSIONdu 1^{er} décembre 1980

relative au remboursement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », au Royaume-Uni des dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les aides relatives à l'information socio-économique et à la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture.

(Le texte en langue anglaise est le seul faisant foi.)

(80/1172/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive 72/161/CEE du Conseil, du 17 avril 1972, concernant l'information socio-économique et la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture ⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 73/358/CEE ⁽²⁾, et notamment son article 14 paragraphe 3,

considérant que les dispositions prises par le Royaume-Uni pour l'application de la directive 72/161/CEE ont fait l'objet d'une décision favorable de la Commission conformément à l'article 11 de ladite directive ;

considérant que la décision 74/581/CEE de la Commission, du 16 octobre 1974, relative aux demandes de remboursement des aides octroyées par les États membres dans le cadre des directives 72/159/CEE, 72/160/CEE et 72/161/CEE ⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 80/427/CEE ⁽⁴⁾, prévoit à l'article 4 paragraphe 1 que la Commission, sur base des données contenues dans les demandes de remboursement, procède au remboursement jusqu'à concurrence du montant demandé ;

considérant que la demande de remboursement introduite par le Royaume-Uni relative aux dépenses effectuées pendant l'année 1979 pour les aides relatives à l'information socio-économique et à la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture est complète et présentée en bonne et due forme conformément aux dispositions de la décision 74/581/CEE ; que le montant total des dépenses déclarées éligibles de l'année 1979 s'élève à 107 146,77 livres sterling et est réparti comme suit :

selon le titre I : 11 480,53 livres sterling,
selon le titre II : 95 666,24 livres sterling ;

que le montant total à rembourser demandé s'élève à 26 786,69 livres sterling ;

considérant que la demande ne soulève aucune objection immédiate quant à l'exactitude des données qu'elle contient et quant à la conformité des dépenses

effectuées avec les dispositions en vigueur et qu'il y a lieu, par conséquent, que le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », rembourse 25 % des dépenses déclarées, soit au total 26 786,69 livres sterling (comme demandé) ;

considérant que la décision 74/581/CEE prévoit à l'article 4 paragraphe 2 que, si l'examen de la demande de remboursement fait apparaître que ce montant n'est pas celui qui est effectivement dû, la régularisation sera effectuée selon la procédure prévue au même article de ladite décision ;

considérant que le comité du FEOGA a été consulté sur les aspects financiers et notamment sur les moyens financiers disponibles,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », aux dépenses effectuées par le Royaume-Uni pendant l'année 1979 pour les aides relatives à l'information socio-économique et à la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture est fixé à un montant de 26 786,69 livres sterling.

Article 2

Le montant du concours visé à l'article 1^{er} est versé sous condition que l'examen approfondi de la demande de remboursement à effectuer ne donne lieu à aucune modification du montant de remboursement.

Article 3

Le Royaume-Uni est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1980.*Par la Commission*

Finn GUNDELACH

Vice-président⁽¹⁾ JO n° L 96 du 23. 4. 1972, p. 15.⁽²⁾ JO n° L 326 du 27. 11. 1973, p. 17.⁽³⁾ JO n° L 320 du 29. 11. 1974, p. 1.⁽⁴⁾ JO n° L 102 du 19. 4. 1980, p. 24.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 3 décembre 1980

autorisant le royaume des Pays-Bas à fixer des critères supplémentaires concernant la définition du producteur de viande ovine

(Le texte en langue néerlandaise est le seul faisant foi.)

(80/1173/CEE)

**LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,**

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1837/80 du Conseil, du 27 juin 1980, portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine ⁽¹⁾,vu le règlement (CEE) n° 2643/80 du Conseil, du 14 octobre 1980, établissant les règles générales relatives à l'octroi de la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine ⁽²⁾, et notamment son article 1^{er} paragraphe 1 sous a),considérant que les autorités compétentes des Pays-Bas ont informé la Commission de leur intention de compléter la définition du producteur de viande ovine prévue à l'article 1^{er} paragraphe 1 sous a) du règlement (CEE) n° 2643/80 par certains critères supplémentaires; qu'il est de la compétence de la Commission d'approuver au préalable ces critères,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

*Article premier*Le royaume des Pays-Bas est autorisé à compléter la définition du producteur de viande ovine prévue à l'article 1^{er} paragraphe 1 sous a) du règlement (CEE) n° 2643/80 par les critères supplémentaires transmis à la Commission le 20 octobre 1980 et complétés le 20 novembre 1980.*Article 2*

Le royaume des Pays-Bas est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 3 décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président⁽¹⁾ JO n° L 183 du 16. 7. 1980, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 275 du 18. 10. 1980, p. 6.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 3 décembre 1980

fixant le montant minimal du prélèvement à l'exportation pour la trente-neuvième adjudication partielle de sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 561/80

(80/1174/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,vu le règlement (CEE) n° 3330/74 du Conseil, du
19 décembre 1974, portant organisation commune des
marchés dans le secteur du sucre⁽¹⁾, modifié en
dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1396/78⁽²⁾, et
notamment son article 17 paragraphe 5,vu le règlement (CEE) n° 608/72 du Conseil, du
23 mars 1972, établissant les règles d'application dans
le secteur du sucre en cas de hausse sensible des prix
sur le marché mondial⁽³⁾, et notamment son article 1^{er}
paragraphe 1,considérant que, en vertu du règlement (CEE)
n° 561/80 de la Commission, du 5 mars 1980, concer-
nant une adjudication permanente pour la détermi-
nation de prélèvements et/ou de restitutions à l'expor-
tation de sucre blanc⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le
règlement (CEE) n° 1731/80⁽⁵⁾, il est procédé à des
adjudications partielles pour l'exportation de ce sucre ;considérant que, selon les dispositions de l'article 9
paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 561/80, un
montant minimal du prélèvement à l'exportation est
fixé, le cas échéant, pour l'adjudication partielle en
cause en tenant compte notamment de la situation et
de l'évolution prévisible du marché du sucre dans la
Communauté et sur le marché mondial ;considérant que, après examen des offres, il convient
d'arrêter, pour la trente-neuvième adjudication
partielle, les dispositions visées à l'article 1^{er} ;considérant que les mesures prévues à la présente déci-
sion sont conformes à l'avis du comité de gestion du
sucre,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

*Article premier*Pour la trente-neuvième adjudication partielle de
sucre blanc effectuée en vertu du règlement (CEE)
n° 561/80, le montant minimal du prélèvement à
l'exportation est fixé à 8,860 Écus par 100 kilo-
grammes.*Article 2*Les États membres sont destinataires de la présente
décision.

Fait à Bruxelles, le 3 décembre 1980.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président⁽¹⁾ JO n° L 359 du 31. 12. 1974, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 170 du 27. 6. 1978, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 75 du 28. 3. 1972, p. 5.⁽⁴⁾ JO n° L 61 du 6. 3. 1980, p. 18.⁽⁵⁾ JO n° L 170 du 3. 7. 1980, p. 19.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 15 décembre 1980

portant clôture de la procédure anti-« dumping » concernant les importations de papier à masquer adhésif par pression, originaires des États-Unis d'Amérique

(80/1175/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3017/79 du Conseil, du 20 décembre 1979, relatif à la défense contre les importations qui font l'objet de *dumping* ou de subventions de la part de pays non membres de la Communauté économique européenne⁽¹⁾, et notamment son article 9,

après avoir entendu le comité consultatif créé par le règlement (CEE) n° 3017/79,

considérant que la Commission a été saisie, au mois d'avril 1980, d'une plainte introduite par l'Associazione nazionale fra le industrie di gomma, cavi elettrici e affini (Assogomma) au nom de la grande majorité des producteurs de la Communauté économique européenne ; que la plainte comportait des éléments de preuve quant à l'existence de pratiques de *dumping* concernant des produits similaires, originaires des États-Unis d'Amérique ainsi que d'un préjudice important en résultant ;

considérant que ces éléments de preuve étaient suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête ;

considérant que la Commission, par avis publié au *Journal officiel des Communautés européennes*⁽²⁾, a en conséquence annoncé l'ouverture d'une enquête relative aux importations de papier à masquer adhésif par pression, originaires des États-Unis d'Amérique, et a engagé les investigations au niveau communautaire ;

considérant que la Commission en a avisé officiellement les exportateurs et importateurs notoirement intéressés ;

considérant que la Commission a donné aux parties concernées l'occasion de faire connaître leur point de vue par écrit et de demander une audition ; que la plupart des parties ont saisi cette occasion ; que la Commission a également donné aux parties directement concernées l'occasion de se rencontrer en vue d'une confrontation des thèses et des arguments de réfutation ; que ni le plaignant ni les exportateurs n'ont saisi cette occasion ; que le plaignant, les importateurs et les exportateurs notoirement intéressés et les

représentants du pays exportateur ont eu l'occasion de vérifier des informations non confidentielles communiquées à la Commission et relatives à la défense de leurs intérêts ; qu'aucun d'eux n'a saisi cette occasion ;

considérant que, aux fins d'une détermination préliminaire de la marge de *dumping* et du préjudice, la Commission a vérifié toutes les informations qu'elle a jugées nécessaires et procédé à des contrôles auprès des principaux producteurs et exportateurs des États-Unis d'Amérique, notamment Shuford Mills Inc., Hickory (North Carolina), Permacel, New Brunswick (New Jersey), Tuck Industries Inc., New Rochelle (New York), Nashua Corporation, Nashua (New Hampshire), Mystik Tape, Northfield (Illinois), Armak Company, Marysville (Michigan) et Anchor Continental Inc., Columbia (South Carolina) ; que la Commission a également procédé à des contrôles sur place auprès des principaux producteurs communautaires, à savoir, en Italie, Boston SpA, Milan, Comet SARA, Côme et Manuli Autoadesivi SpA, Milan et, au Royaume-Uni, Rotunda Ltd, Manchester ;considérant que les accusations de *dumping* formulées dans la plainte déposée par Assogomma étaient fondées sur une comparaison des prix courants demandés par les producteurs américains sur le marché intérieur et des prix pratiqués à l'exportation des États-Unis vers la Communauté ; qu'il ressort toutefois de l'examen des faits que la quasi-totalité des ventes effectuées aux États-Unis et comparables aux ventes à l'exportation vers la Communauté étaient des ventes « hors prix courants », c'est-à-dire assorties de remises sur ces prix ; que, pour cette raison, la Commission a comparé les prix américains à l'exportation vers la Communauté à la moyenne pondérée des prix demandés sur le marché intérieur à des clients comparables ; que ces comparaisons ont été faites au stade « départ usine » pour des ventes effectuées du 1^{er} janvier 1979 au mois d'août 1980 ;

considérant que, pour assurer la comparabilité des prix à l'exportation et de la valeur normale, il a été dûment tenu compte des différences relatives aux quantités et aux conditions de vente, notamment des conditions de crédit, de l'assistance technique, de la rémunération des agents de vente et du transport ;

considérant qu'il ressort de cet examen que les prix pratiqués à l'exportation vers la Communauté par la

⁽¹⁾ JO n° L 339 du 31. 12. 1979, p. 1.⁽²⁾ JO n° C 130 du 31. 5. 1980, p. 3.

totalité des entreprises concernées, sauf une, n'étaient pas inférieurs aux prix pratiqués sur leurs marchés intérieurs respectifs ;

considérant qu'un *dumping*, dont la marge se situait entre 7 et 11 % en 1980, a été constaté pour une des dimensions de rouleaux de la part d'une des entreprises en cause ; que cette dimension de rouleau représentait 0,9 % des ventes de cette entreprise à la Communauté économique européenne et 0,3 % environ du total des exportations américaines de papier à masquer adhésif à usage général vers la Communauté ; que l'entreprise concernée a pris des mesures pour régulariser cette situation ;

considérant que, en ce qui concerne le préjudice causé à la production communautaire, il ressort des statistiques officielles que les importations en provenance des États-Unis sont passées d'environ 3 912 tonnes en 1977 à près de 6 610 tonnes en 1979 ; que, sur la base de ces données, la part de marché représentée dans la Communauté par ces exportations est passée de 29 % en 1977 à 44 % environ en 1979 ;

considérant qu'il est établi que les prix de revente des importations américaines sont inférieurs aux prix des producteurs communautaires ;

considérant que l'impact qui en est résulté pour l'industrie communautaire s'est traduit par une baisse de la production des fabricants de la Communauté qui, d'environ 18,4 millions de mètres carrés en 1977, a été ramenée à environ 15,7 millions de mètres carrés en 1979 ; que la part de marché des producteurs de la Communauté est tombée d'environ 60 % en 1977 à environ 50 % en 1979 ;

considérant qu'il s'est produit une dépression des prix sur le marché de la Communauté, qui a réduit ou annihilé les bénéfices de l'industrie communautaire ;

considérant qu'il ressort de l'enquête menée auprès des producteurs de la Communauté que l'utilisation de leur capacité est tombée en moyenne de 60 % en 1977 à 50 % en 1979 ; que, dans cette activité, a été enregistré un chômage partiel considérable et l'affectation de personnels à d'autres lignes de production ;

considérant toutefois que, en raison du très faible volume des importations faisant l'objet d'un *dumping*, la Commission a estimé qu'il n'y avait pas de lien de cause à effet entre le préjudice subi par l'industrie communautaire et ces importations ;

considérant qu'il y a lieu, dans ces conditions, de clore la procédure concernant les importations de papier à masquer adhésif par pression, originaires des États-Unis d'Amérique,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article unique

La procédure anti-*dumping* concernant les importations de papier à masquer adhésif par pression, originaires des États-Unis d'Amérique, est close.

Fait à Bruxelles, le 15 décembre 1980.

Par la Commission

Wilhelm HAFERKAMP

Vice-président